

## Thème 1 : Territoire et violence politique

1. Jean-françois GOTANEGRE, Les conséquences socio-économiques de la guerre au Rwanda.....	6
2. Alain VAGUET, Asie du Sud, territoire en crise .....	14
3. Jean-Claude GIACOTTINO, Crises dans la Caraïbe : l'exemple des principaux pays caraïbes anglophones (Guyana, Jamaïque, Trinidad-et-Tobago) .....	22

### 1. LES CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUE DE LA GUERRE AU RWANDA

J.-F. GOTANEGRE  
Université de Montpellier III

Le Rwanda n'échappe pas aux deux bouleversements socio-politiques Africains actuels à savoir : la remise en cause des frontières héritées du colonialisme et le rééquilibrage ethnique sous couvert de démocratie. Avec la guerre qui a débuté le 1er octobre 1990 et s'est terminée le 4 août 1993, c'est l'équilibre post-colonial qui est remis en cause. L'accord de paix signé en Arusha (Tanzanie), bien accueilli par la population civile rwandaise, met fin à un des principaux conflits armés du continent africain. La période de transition politique qui doit durer deux ans devrait permettre de faire le réel bilan de cette guerre. Quelle approche peut-on déjà présenter ? Pourquoi en est-on arrivé là ?

#### I. CAUSES DE LA CRISE DE 1990-1993

Trois causes lointaines et une cause immédiate (16e conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique à la Baule) peuvent expliquer les soubresauts rwandais actuels.

##### 1) Une désespérance socio-économique

30 ans d'indépendance gérés par deux républiques après des siècles de royauté féodale ont fait évoluer la société mais de nombreux goulots d'étranglement socio-économiques perdurent et mettent en cause l'intégrité nationale. Pour beaucoup, le bien être quotidien paraît désespérant. En effet, une population à 95 % rurale devait vivre en 1984 sur 1,2 ha par famille. Cette structure agraire de jardin très morcelée n'exclut pas l'hétérogénéité foncière puisque 41,1 % possédaient moins de 75 ares et 16,3 %, plus de 2 ha, mais surtout, n'empêche plus la récurrence des famines. 640 000 Rwandais du Sud et du Centre-Ouest (Butare, Gikongoro, Gatarama, Kibuye) furent touchés par la famine de 1989-1990. En 1989, d'après l'interprétation des images satellites Spot, il ne resterait que 1 047 km<sup>2</sup> de végétation naturelle et 4 052 km<sup>2</sup> pâturages soit 19 % de la surface planimétrique. En supprimant l'élevage et le tourisme, le pays ne pourrait caser ses cultivateurs sur 1,2 ha /famille que pendant 7 ans. Le dilemme est donc simple : ou s'établir hors des frontières pour continuer son genre de vie ou trouver un autre système économique. Mais l'émigration libre n'est guère possible car elle se heurte aux nationalismes voisins. L'intensification de l'agriculture commence timidement et les autres secteurs économiques ne font vivre que 16 % de la population. La fonction publique est saturée en dehors de l'enseignement. Quel peut être l'avenir des 64 % de jeunes scolarisés dont 0,3 % arrivent à l'université et qui ont vu leurs frais de scolarité décupler depuis 1973 ? Faute d'avoir résolu le problème non sans avoir essayé, la IIe République s'est discréditée.

## **2) L'usure du pouvoir couplée à la crise économique mondiale**

L'impuissance de la IIe République face à cette désespérance est due plus aux manques de moyens qu'à une absence de volonté politique.

Le budget de l'Etat et l'activité économique subissent les conséquences de la récession mondiale. Le café, première source de devises, a vu ses cours chuter de moitié entre 1989 et 1990 provoquant une réduction de 20 % du prix payé aux paysans dès mars 1990. Désaffection pour cette culture et déclin de la qualité des grains ne font qu'empirer. Le gouvernement avait l'habitude de compenser les pertes de production de café vert par le warrantage mais l'Uganda et le Zaïre ont fortement contrôlé leurs frontières dès 1989. A quoi sert l'indépendance ou la fierté nationale si son développement dépend de l'aide extérieure à concurrence du tiers des recettes nationales ?

La IIe République a toujours agi en honnête économe : ne pas dépenser plus qu'on gagne à l'inverse de la majorité des pays qui espèrent un moratoire ou une remise totale des dettes. Si ce bon sens paysan a freiné l'action de l'Etat et les importations, il a maintenu une monnaie forte permettant le commerce interlope avec les pays voisins et éviter une flambée des prix intérieurs. Cette situation s'est détériorée dès 1989 par manque de recettes. La caste des gros commerçants laquelle des Tutsi et des ex-dirigeant de la première République appartiennent, s'est rebellée et a voulu jeter le discrédit sur le gouvernement, lui attribuant népotisme, prévarications et détournements de deniers publics. Or, on estime 300 millions de Frwa les détournements effectués en 18 ans représentant à peine 0,6 % de la dette publique extérieure. Peu de pays peuvent en dire autant !

De plus, en période de crise, une gestion rigoureuse dévoile les nantis peu touchés par les effets de la récession. Les licences d'importations favorisaient trop le Nord rwandais et ses alliés par rapport au Sud.

Devant cette situation catastrophique, le gouvernement décida en 1990 de lâcher du lest. Des concessions furent octroyées comme l'indépendance des médias, la séparation du parti unique d'avec l'Etat, la création d'une charte politique devant mener à plus de démocratie et la mise en place du programme d'ajustement structurel. Ces concessions furent interprétées comme des signes de faiblesses, de fin de règne. Malheureusement pour les jaloux et les rancuniers, le pouvoir contrôlait l'armée donc la puissance. Il pouvait aussi s'appuyer sur de belles réussites socio-économiques traduisant une vitalité intrinsèque reconnue internationalement comme les Banques populaires, les aménagements de l'Umugandan (travail collectif), le téléphone automatique et l'équilibre ethnique ou régional. Les Tutsi restent plus importants que leur pourcentage national (9,8 %) dans les entreprises (14 %), les services (15 %) et la scolarité (23 %).

Toutefois, rancœurs, détresse, marasme économique ont provoqué le durcissement du noyau hutu nordique.

Faut-il voir dans l'instabilité interne et le repli de l'autorité sur base ethnique régionale, un parallélisme socio-politique avec celui de la fin de la Ière République ?

## **3) Le problème des réfugiés**

Les Rwandais « extramuros » sont estimés à 2 millions. Cette diaspora comprend les rwandaophones séparés de la cellule-mère par l'établissement des frontières coloniales, les descendants de la main-d'oeuvre coloniale expatriée, les émigrés volontaires à la recherche de terres et les réfugiés politiques, estimés à 450 000 en 1990 par le Haut Commissariat aux Réfugiés, partis

Thème 1 : Territoire et violence politique

dans les pays voisins ou dans les pays développés en plusieurs phases au début des années 60 et 70. Ces derniers ont préparé leur revanche méthodiquement en noyant des services audio-visuels à l'étranger, en facilitant l'exportation de capitaux grâce à des connivences internes, en faisant une cour rapprochée à la famille présidentielle et en participant à la prise de pouvoir de l'actuel président Hima ougandais, Museveni, au sein de la National Résistance Army (N.R.A.) ou de l'Uganda Movement (U.P.M.).

Et pourtant, le gouvernement rwandais s'occupait de l'avenir des réfugiés suggérant, par manque d'espace vital, aux pays de la CEPGL (Communauté Economique des pays des Grands Lacs) et de la CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) de les naturaliser en demandant même une aide internationale de 250 millions de Frwa en 1990 pour 25 000 Rwandais refoulé par la Tanzanie.

#### **4) Le sommet franco-africain de la Baule en juin 1990**

Par cette conférence, le président Mitterrand conditionnait l'aide française aux pays africains à ces réformes politiques (démocratisation), administratives (meilleure gestion) et économiques. L'appel à la démocratisation fut surtout retenu. Il était dans le vent de l'histoire avec le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud et l'effondrement du communisme en Europe orientale. Est-ce le contexte international favorable en pleine guerre du Golfe persique qui poussa ces nostalgiques du pouvoir Tutsi, appelés Inkotanyi (acharnés), à envahir militairement le Rwanda ? Leur guerre éclair au nom des droits de l'Homme échoua grâce à la reprise en main de l'armée rwandaise par la coopération militaire européenne et Zaïroise.

Un retour à une situation politique antérieure étant rendu impossible par une guerre qui s'enlisa en partie du fait de la volonté présidentielle respectueuse des frontières alors que les jeunes officiers ne demandaient qu'à faire jouer leur droit de poursuite, le Rwanda s'achemine difficilement vers la démocratie voulue par la Pax Americana. Quelle première approche peut-on faire des dégâts socio-économiques engendrés par une situation de guerre de près de 3 ans ?

## **II. LES CONSQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES**

### **1) La difficile évolution vers le multipartisme**

L'échec du développement africain dans le cadre du monopartisme est patent même s'il faut atténuer sa responsabilité par la crise économique mondiale et par le dur contrôle des organismes internationaux (Banque Mondiale, F.M.I.). Aussi, le contexte international dominé par les U.S.A. tente de le relancer dans l'optique multipartiste. Seulement si le Rwanda à la petite spatiale (26 340 km<sup>2</sup>) requise comme condition nécessaire à la démocratie selon les idées de Péricles il n'en a ni la population (7,15 millions d'hab.) ni la situation (enclavement). De plus, la démocratie a toujours existé en Afrique sous couvert de pouvoir fort alors que c'est l'inverse dans les pays développés. Faut-il importer une solution mondialement minoritaire qui s'apparente à du néo-colonialisme ou laisser jouer la tradition africaine ? La bourgeoisie militaro-commerçante préfère d'autant plus la deuxième solution que le multipartisme des années 60 avait échoué par immaturité. Les puissances étrangères « occidentales » l'orientent différemment. La présence militaire étrangère, surtout française, tout en sécurisant, essaie d'empêcher des représailles sur les Tutsi de l'intérieur et un coup d'Etat militaire des extrémistes Hutu. Ces trois objectifs amenèrent le gouvernement à libéraliser les mœurs politiques conditionnées par l'évolution des pays voisins. En mars 1991, un avant-projet de loi sur les partis politiques vit le jour suite aux travaux de la commission nationale de synthèse sur la réforme politique (octobre 1990-28 juin 1991). La création de 16 partis politiques fut permise par

la suppression de l'article 7 de la Constitution du 20 décembre 1978. Et dès 1992, le gouvernement de transition, par touches progressives, intégra des partisans de ces nouveaux partis mais la présidence est toujours détenue par le général-major Habyalimana. Le parti des rebelles inkotanyi (F.P.R. ou Front Patriotique Rwandais) est reconnu.

Toutefois, un climat de suspicion dû aux attentats et pogroms perpétrés par les Inkotanyi et les extrémistes bahutu gêne l'entente nationale. 1993 est normalement la fin du troisième mandat du président mais les futures élections présidentielles sont reportées à deux ans selon l'accord de paix d'Arusha. Le nouveau gouvernement de transition qui sera mis en place le 10 septembre 1993 saura-t-il gérer les risques d'implosion contenus dans cet accord : partition des forces armées entre le F.P.R. et les F.A.R., avantages disproportionnés accordés aux réfugiés par rapport aux déplacés ? Il faut noter que sans l'intervention militaire française en octobre 1990 et février 1993, les rebelles seraient à Kigali. Cela aurait marqué la fin du Rwanda hutu et aurait peut-être empêché l'élection d'un Hutu à la présidence du Burundi en juin 1993.

## **2) Pertes humaines et problèmes de santé publique**

Le bilan officiel des morts et blessés rwandais n'est pas totalement clôturé. L'armée rwandaise n'aurait eu que 33 tués lors de la guerre d'octobre. Les opérations de guérilla de novembre 90 à décembre 93 auraient tué 326 soldats, 59 civils et blessés 20 F.A.R. (Forces Armées Rwandaises) et 63 civils. 250 militaires et 2 570 civils auraient succombé lors de l'offensive F.P.R. de février-mars 1993. 70 civils y auraient été blessés et 5 000, pris en otage en Uganda. Les attentats, pogroms et manifestations auraient provoqué 3 000 morts et 864 blessés en majorité tutsi. Il s'agit des Bagogwe du pourtour de la forêt de Gishwati, des Tutsi du Bugesera, du Mutara, de Ngororero (kibilira) et du Migongo. Les charniers de Bahutu aux F.P.R. ne sont pas encore tous recensés. Suite à la désorganisation administrative et médicale, de nombreux blessés, violés et morts civils n'ont pu être comptabilisés ou soignés. Il ne faut pas oublier que le F.P.R. utilisait des otages ruraux dans les zones de combat comme porteurs-démoneurs. Cette guerre opposant 2 à 3 divisions de réfugiés soutenues par l'armée ougandaise contre autant de forces rwandaises a fait plus de victimes humaines parmi les ruraux des denses collines à habitat dispersé que dans les rangs des belligérants. Selon l'administration rwandaise, le recensement des dégâts humains civils au 31/10/91 donnait 1 863 morts, 545 infirmes, 949 veufs ou veuves et 3 023 orphelins pour les préfectures de Byumba, Ruhengeri, Gisenyi et Kibungo. Mais le plus catastrophique fut le nombre de personnes déplacées fuyant les combats dans les trois préfectures du nord ou les pogroms. Elles sont estimées à 80 000 à la population nationale, fin février 1993. 23 des 33 communes Ruhengeri-Byumba furent vidées de leur population. La marée humaine de février 93, en suivant les axes routiers, s'est étalée dans une trentaine de camps accueillant de 3 000 à 80 000 personnes (fig.n1). Ces camps de fortune se situent en avant de la ligne de front, près des missions, dans des bosquets de reboisement, près des hameaux de services, dans la capitale ou sont partis vers le sud (Kibungo, Gitarama) et à l'étranger (Burundi, Uganda). Ces personnes déplacées, après avoir tout perdu et manqué la deuxième saison de culture (février- juillet), survivent grâce aux rares aides internationales (P.A.M. ou programme Alimentaire Mondial, C.I.C.R.) acheminées avec difficulté. La distribution de l'aide d'urgence dépend du bon vouloir des combattants. Elle aurait coûté 3,87 millions de dollars en 1991 et 88 millions de dollars en 1993. Les groupes vulnérables tels les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées, y meurent par centaines chaque jour, victimes des épidémies de rougeoles, de dysenterie bacillaire, de méningite et malnutrition. 30 % de leurs enfants sont sous-alimentés. La plupart des déplacés sont en état choc les 2 800 tonnes hebdomadaires de nourriture (maïs, haricots, huile) proviennent de Kampala et de Nairobi par route via la Tanzanie et pont aérien. Mais la pénurie de Kérosène à Nairobi, l'épuisement des stocks ougandais et les tracasseries militaires ougandaises freinent son acheminement. Si les déplacés devaient dépendre entièrement

d'arrivages débarqués dans le port de Monbasa, une noria de 400 camions serait nécessaire, autant dire un défi matériellement impossible. En ajoutant les aides matérielles et médicales, le Rwanda représente la plus importante opération du C.I.C.R. après la Somalie et l'ex-Yougoslavie depuis la fin de la guerre froide.

### **3) Une économie exsangue et désorganisée**

La Banque Mondiale estime le coût de la guerre à 100 millions de dollars par an, c'est-à-dire à plus de 20 milliards de Frwa/an soit 15 % des recettes du budget ordinaire de l'Etat de 1988 ou 41 % de la dette publique extérieure de 1989. La première commission d'évaluation interministérielle rwandaise chiffrait à 631 millions de Frwa les dégâts par la guerre d'octobre 90 aux infrastructures publiques et aux biens immobiliers de la population. Après un trimestre de guerre, les pertes subies dans la seule préfecture de Byumba en ce qui concerne les activités de production, d'encadrement et de valorisation agricoles furent évaluées à 5 milliards de Frwa. Cette catastrophe économique atténua les avantages espérés des deux dévaluations. Le Frwa fut dévalué de 54,9 % en août 1992 par rapport à septembre 90. Un fort pourcentage des versements d'accompagnement de F.M.I. et des pays amis ont été engagés dans l'effort de guerre (armement français, paye d'un effectif septuplé) et la reconstruction au lieu de relancer l'économie. Cela accentuera la dépendance et la pauvreté. En plus des dégâts matériels et des récoltes impossibles dans tout le nord, la guerre a détruit la deuxième source de devises du pays, le tourisme. Cette activité faisait rentrer l'équivalent d'un milliard et demi de Frwa en devises. 36 gorilles de montagne sur 310 furent massacrés. Les parcs nationaux ne sont plus visités. Les belligérants y ponctionnent les cheptels sauvages pour leur nourriture. Les agriculteurs installés dans leur périphérie profitent de la décomposition administrative pour y étendre leurs activités. Le chômage conjoncturel touche tous les services liés au tourisme (artisanats, hôtels, agences de voyage).

La production des cultures industrielles chuta considérablement : 25 % en 1991 et 18 % en 1992 pour le café arabica, 45 % pour le thé après la perte des plantations de la Milindi en 1992. Pertes de productions agricoles d'exportation et chutes des cours aggravent péjorativement la situation financière du pays.

L'attaque de février 93 a endommagé la centrale hydroélectrique de Ntaruka (Ruhengeri) qui fournissait 30 % de l'électricité nationale entraînant un manque à gagner de 30 000 dollars/jour. Les dégâts y sont évalués à 500 millions de Frwa.

La guerre paralyse le commerce extérieur. Le corridor nord par l'Uganda vers Monbasa qui assurait la totalité des exportations et 73 % des importations rwandaises en 1989 fut fermé, obligeant les échanges internationaux à se rabattre sur le transport aérien ou les axes du sud, du Burundi vers la Tanzanie ou l'Afrique du Sud. Les produits subissent de ce fait un renchérissement et une aggravation des délais de livraison. Début 1992, 150 000 tonnes de marchandises importées étaient en souffrance à Mombasa. Les coûts de transport à l'exportation ont augmenté de 400 % après la fermeture du corridor-nord (fig.n°2).

Les troubles déstabilisent tous les services. Les procès ne sont plus jugés ou exécutés. Les 4 instituts universitaires du nord ont dû fermer deux ans tout comme bon nombre d'écoles. Un hôpital et douze centres de santé furent détruits ; 3 hôpitaux et 17 centres santé, pillés endommagés. Les centres de négoce travaillent au ralenti à cause du couvre-feu et manque de moyens. La mobilité des biens, des personnes et des véhicules subit les mêmes avatars, ce qui handicape les échanges compensatoires entre les étages bioclimatiques, prémices de disettes. Ainsi, la coopérative Trafitro n'a pu assurer sur Kigali que le quart des arrivages moyens mensuels de poissons pêchés dans les



lacs de l'Akagera en novembre 90. Des flux commerciaux ont même été réorientés. La capitale ne reçoit plus de bétail sur pied du Mutara. Il provient maintenant exclusivement du Bugesera-Gisaka-Mayaga. Le prix des haricots a doublé en trois ans parce que l'Oprovia, office mixte servant de régulateur vivrier, ne peut plus en recevoir du Zaïre et de l'Uganda. L'axe goudronné Mukamira-Gatumba-Gitarama a révélé son utilité jusqu'alors contestée (« route du Président ») en permettant l'évacuation des produits du nord : bières primus, pomme de terre. Disettes, manque à gagner, isolement sont le lot des denses collines rwandaises dû à la guerre.

#### **4) Des espaces incontrôlés**

La guerre éclair d'octobre 1990 depuis la Mutara ayant échoué, le F.P.R., grâce à ses bases arrières ugandaises, a mené une guérilla qui avait deux objectifs : la destruction du potentiel économique rwandais et la création d'un sanctuaire à monnayer politiquement l'espace contrôlé au Rwanda par le F.P.R., le long de l'actuelle frontière ugandaise, n'a été que ponctuel et momentané durant deux ans. L'offensive de février 93 a renforcé ses positions surtout dans le Ndorwa. C'est une zone para-appalachienne se prolongeant en Uganda et tout un mythe dans l'histoire tutsi. Les pasteurs batutsi seraient rentrés au Rwanda par cette région au XIIIe siècle. Le Mutara, dôme granitique évidé, faisait partie du Ndorwa et le Bukamba (Kidaho) lui fut associé dès le protectorat belge. Les bases arrières rebelles se situent dans le Ndorwa ugandais qui fut un territoire rwandais reconquis par le mwami (roi) Rwabugiri à la fin du XIXe siècle et reperdu en 1910 par les Allemands au profit du Royaume-Uni lors de la Conférence Internationale de Bruxelles. Cet espace historique et mythique pour les réfugiés contrôle les trois sorties goudronnées vert Mombasa. En fait, ce sont trois chefferies du Ndorwa de la tutelle belge que convoitent les Inkotanyi. Sur les 688,2 km<sup>2</sup> occupés par le F.P.R. dès août 1992 ayant une densité de 318 hab/km<sup>2</sup> en août 1991, 601,8 km<sup>2</sup> appartiennent au Ndorwa. Cet espace s'articule le long d'une route frontalière de Cyanika à Rwampasha. A côté de ces visées territoriales, le F.P.R. rend infréquentable le domaine de chasse du amashyamba (brousse, forêt, lieu non habité) qu'il revendique comme espace vital traditionnel.

L'espace conquis en février-mars 93 par les Inkotanyi fut de 1 772,1 km<sup>2</sup> dont 590,5 km<sup>2</sup> rendus aux F.P.R.. La différence représente la zone tampon. 7,1 % du pays sont administrés par le F.P.R.. Ce furent près de 14 000 ménages déplacés jusqu'au 18/02/1992 puis 191 343 ménages dès février 1993 qui n'eurent plus accès à leurs champs dans les préfectures de Byumba, Ruhengeri et Kigali. 22 % de la population rwandaise ont souffert de malnutrition depuis 1989. Dès juin (accords de Kinyihira), de timides retours s'organisent malgré les mines et l'insécurité. La paix signée à Arusha le 4 août 1993 va-t-elle permettre la totale réintégration des déplacés ?

#### **CONCLUSION**

La diplomatie et la ténacité du Président Habyalimana ont empêché une Restauration tutsi ou un coup d'état des ultras bahutu, rendant possible future démocratie. Le déclin de la IIe République ne l'a donc pas renversé comme ce fut le cas pour le Président Kayibanda en 1973. Il n'aura toutefois pas suffisamment usé ses opposants pour maintenir le leadership de ses inféodés. Et pourtant, la pauvreté aggravée par la guerre débouche actuellement sur l'extrémisme ou les sécessions dans le Tiers-Monde. La purge du trop plein démographique permise par la guerre pour rééquilibrer démographie et ressources ne pourra avoir lieu. Les décès sont peu nombreux; les nombreux déplacés, fragilisés par les disettes et le épidémies, sont secourus par l'aide internationale ; les espaces pris par élimination des tutsi des marges (prairies d'altitude, savanes orientales) en faveur des cultivateurs bahutu risquent d'être gelés pour l'installation des Inkotanyi.

Thème 1 : Territoire et violence politique

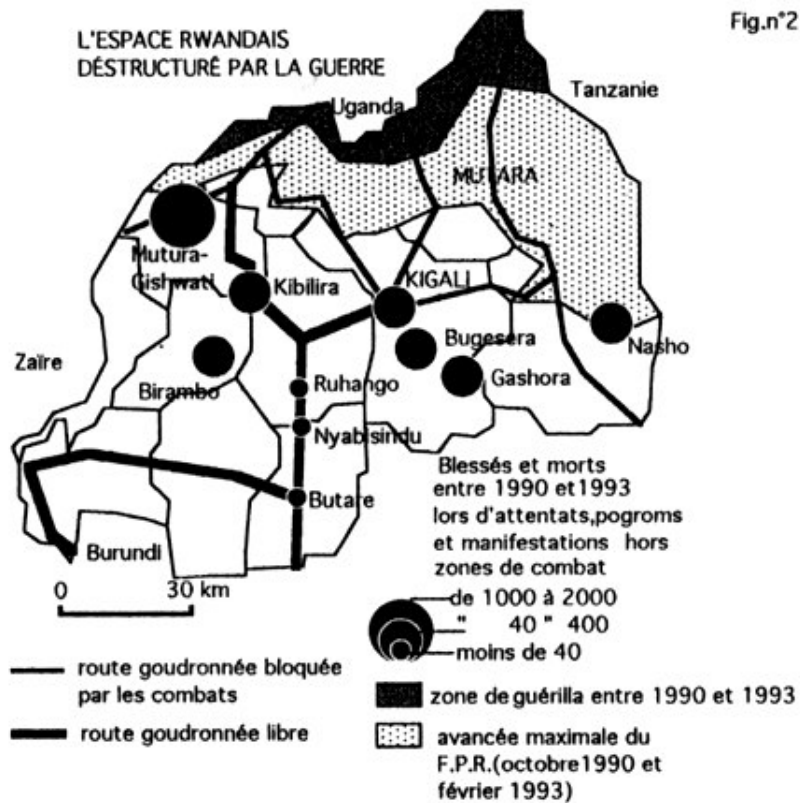
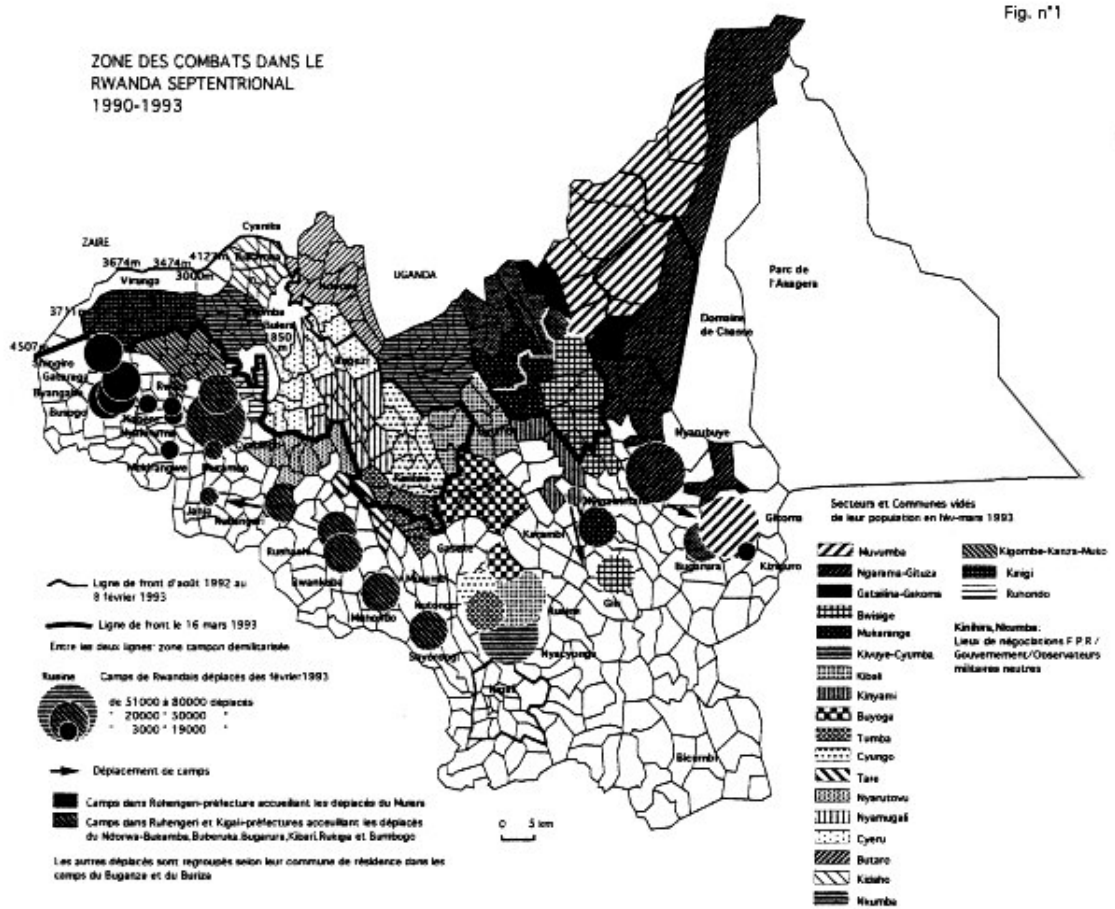
La guerre aura surtout ternir la bonne image de marque du pays, meurtri le nord, gravement détérioré les infrastructures et les ressources comme celles des Parcs Nationaux. La future démocratie rwandaise sera sûrement dirigée par une bourgeoisie de métis ou de gens éclairés issus des affaires, du protestantisme ou des tendances laïques. La mentalité libérale et socialisante de type belge qui se dégage de ce conflit devra continuer d'assurer l'unité et la survie du pays. La déflation des effectifs militaires et leur organisation selon des quotas ont induit un élément de déstabilisation interne pour les années à venir, à savoir : la réinsertion des combattants armés en surnombre et l'avenir des déserteurs. Vont-ils se constituer en « Grandes Compagnies » au service d'un parti ou seront-ils des « routiers » entravant la paix civile ?

Le Rwanda est dans une situation similaire à celle de 1959 : le pouvoir veut maintenir en place malgré les pressions extérieures. Mais à l'inverse de la situation pré-indépendance, la majorité hutu se maintiendra tout en devant composer avec la minorité tutsi. Le poids de l'histoire et l'attitude de l'armée seront deux clés de l'avenir de cette future démocratie. Exiger des Rwandais une cohabitation, source de byzantinisme, dans la foulée du multipartisme n'est-ce pas trop demander à ce jeune Etat la majeure partie de la population n'a d'horizon que le dur quotidien ?

**Bibliographie :**

- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération : Livre Blanc sur l'agression armée dont le Rwanda a été victime à partir du 01/10/1990. Kigali, 15/01/1991, 127 pages.
- Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal : Note relative à la reprise des hostilités par le F.P.R.-Inkotanyi et leurs conséquences. Kigali, 26/02/1993.
- Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal : dégâts causés par la guerre d'octobre 1990. Kigali, 20/12/1991.
- Père Karel Winters : le cri des abandonnés. Rukomo (Byumba) 10/02/1992.
- Comité International de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) Genève : RWANDA, 14/05/1993.
- La Relève : hebdomadaire ; Office Rwandais de l'Information (ORINFOR) B.P. 83 Kigali.
- Université Nationale du Rwanda (Campus de Ruhengeri) : Les relations inter-ethniques au Rwanda à la lumière de l'agression d'octobre 1990. Genève, soubassements et perspectives. 352 pages. Editions Universitaires du Rwanda, Ruhengeri, 1991.
- Guichaoua A. : Le problème des réfugiés rwandais et des populations banyarwanda dans la région des grands lacs africains. H.C.R. Genève, mai 1992, 54 p.
- U.R.A. C.N.R.S. n363 « Tiers-Monde/Afrique » : En jeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs. U.S.T.L., juin 1992, 157 p.

Thème 1 : Territoire et violence politique





## **2. ASIE DU SUD : TERRITOIRES EN CRISE**

Alain VAGUET  
L.E.D.R.A.

Les violences ne se valent pas toutes. Les milliers de victimes d'un séisme ou d'un cyclone, aussi tragiques soient-elles, ne remettent pas en cause l'entité nationale indienne dans son devenir comme peuvent le faire certains actes de terrorisme. Ceux-ci coûtèrent, entre autres, la vie à deux premiers ministres de l'Union indienne en quelques années.

Au-delà des douloureux et nombreux différends frontaliers avec ses voisins de l'Asie du Sud, la fédération indienne révèle bien des facteurs internes de tension tendant à la déstabiliser. Après une période fugace d'exaltation nationaliste liée à la décolonisation, des forces centrifuges régionalistes semblent jouer aujourd'hui dans le sens de l'éclatement de l'Union, au risque d'une balkanisation.

Séparatisme, autonomisme mais aussi chauvinisme, nationalisme hindou et plus généralement communalisme, engendrent régulièrement des bouffées violentes éloignant toujours plus les citoyens de la République indienne de l'utopie mythique du royaume idéal de Rama pourtant récemment réactivée par un feuilleton télévisé.

Depuis 1956 l'Union Indienne s'est dotée d'institutions fédérales. Les limites des Etats se calquent sur des limites linguistiques et surtout séparent de véritables entités nationales modelées sur une longue période historique, infiniment plus ancienne que la récente unité orchestrée par les Moghols et les Britanniques. Le cadre politique associe souplement dans un Etat Central les Etats membres en leur laissant de larges pouvoirs législatifs, exécutifs et juridictionnels. Tout en paraissant adapté à l'immensité du pays, ce modèle a très vite montré ses limites et n'empêche aucunement certains égoïsmes nationaux de s'exacerber.

Les conflits entre religions, langues et, bien sûr, intérêts économiques sont les vecteurs de ces luttes d'influence culturelles dont nul ne peut dire s'il s'agit seulement d'une crise conjoncturelle.

### **I. DE L'ABSENCE D'UNITE AU MORCELLEMENT ?**

#### **1) Les éléments fondateurs**

Pendant toute la période qui a précédé la colonisation du monde indien, aucune force politique n'est parvenue à unifier totalement sous un même pouvoir le sous-continent; ce sont les britanniques qui, bâtissant leur empire, y parviennent mais dans des limites plus larges qu'aujourd'hui. Quand en 1947, l'indépendance crée l'Inde laïque moderne, c'est en la privant du Pakistan. Cette ex-partie du Raj est confiée aux musulmans mais pour tenir compte de la répartition de ceux-ci dans l'Empire, ce nouvel Etat est alors constitué de deux entités territoriales séparées par environ 2 000 km... L'une à l'extrême ouest de l'Inde : le Pakistan Occidental, l'autre à l'extrême est : le Pakistan Oriental, devenu depuis 1971 et avec l'aide du voisin indien, le Bangladesh.

L'épisode migratoire qui a suivi la Partition de l'Empire des Indes fut sans doute la plus vaste et la plus dramatique migration (1) de toute l'histoire de l'humanité : les hindous installés dans ce qui devenait le Pakistan l'ont fui rapidement, alors que dans le même temps, sur les mêmes routes mais en sens inverse, les musulmans quittaient la toute neuve Union Indienne (au total plus de 16 millions d'individus déplacés). Deux aires culturelles se créaient, séparées par des frontières, alors que depuis les invasions musulmanes au début du XIII<sup>e</sup> siècle (1206), ces derniers tenaient politiquement la plus grande partie du sous-continent, dominant sans trop de difficultés une énorme

majorité d'hindous pour qui l'unité s'inscrivait davantage dans une continuité culturelle que politique.

On aurait pu croire qu'à l'abri de leurs frontières respectives, les frères devenus ennemis sur les ruines de l'Empire auraient retrouvé leur sérénité mais plusieurs guerres fratricides (1948, 1965, 1971) - fort coûteuses pour des pays pauvres - n'ont pas apuré la dette de sang entre les deux communautés et quoiqu'il arrive en Inde, les soupçons se portent toujours sur le Pakistan (assassinat des Gandhi). Les relations économiques (2) entre les deux Etats basés avant la Partition sur des complémentarités (énergie indienne contre produits agricoles pakistanais) ont cessé totalement dès 1948, coupant par exemple les usines de Calcutta des champs de jute, interrompant les liaisons ferroviaires vers l'est et surtout provoquant l'afflux de 440 000 réfugiés du Bengale Oriental qui sont assez largement à l'origine de la paupérisation et de l'insurmontable dégradation de l'ancienne capitale des Indes (1858-1912). Lors du conflit de 1971, 10 millions de Bengalis de l'est, fuyant la guerre et la répression du Pakistan Occidental (3) se réfugient à leur tour dans le Bengale Occidental (indien) mais s'y trouvent alors menacés par la famine et les épidémies (4).

Aujourd'hui, les relations indo-pakistanaïses demeurent tendues, les deux armées massées le long de la ligne de cessez-le-feu. Le Cachemire est toujours coupé en deux, la partie la plus riche de cet ancien Etat princier hindou, peuplé en majorité de musulmans, demeurant indienne. Dans cet Etat fédéral du Jammu Cachemire, on ne trouve désormais plus d'hindous dans la région du Cachemire mais inversement au Jammu ils demeurent majoritaires.

En fait, d'autres conflits régionaux interfèrent puissamment. Ainsi, après le retrait de l'armée rouge d'Afghanistan, les moudjahidins d'origine cachemiri retournent au pays et entretiennent contre les forces de l'ordre (400 000 pour 4 millions d'habitants !) un état de guerre larvée depuis trois ans qui aurait entraîné environ 10 000 morts (5).

## **2) Laïcité ou pas : à chacun ses minorités**

Selon la pensée hindoue, la seule véritable soumission est due au devoir personnel (dharma) en fonction de son statut de naissance, d'où une organisation traditionnelle où l'Etat est faible. Du point de vue des lois, il n'existe toujours pas en Inde de droit des personnes uniforme sur tout le territoire, on gère ses affaires au sein de la famille élargie, de la caste. Le droit familial hindou n'est pas le même que celui des musulmans et encore différent de celui des chrétiens et des Parsi qui ont opté pour le droit statutaire britannique. On aura compris que les bases de la société s'appuient sur un ordre moral socio-religieux (6). La législation, tout comme les hommes qui l'édictent n'ont qu'un caractère temporaire contrairement aux principes religieux permanents. Le paradoxe veut que cette philosophie n'ait pas contrecarré la construction même de cette civilisation. Il faut croire qu'à défaut d'être considéré comme nécessaire, un certain contrôle territorial a fini par être toléré. On peut observer d'ailleurs à l'échelle du temps long, que nombre de principautés ont subsisté plus longtemps et sur de plus grandes surfaces qu'en Europe (7).

Toutefois, au-delà même des frontières, persistent diverses lignes de front à l'intérieur des pays eux-mêmes. Au Pakistan, pays pourtant entièrement musulman, les épisodes migratoires de 1947 ont amené 6,5 millions de « Mohajir » : immigrés. Venus essentiellement de Bombay, ils s'installèrent surtout dans la capitale économique du Pakistan : Karachi (600 000 habitants en 1947, plus de 12 millions aujourd'hui) dont ils formèrent rapidement l'élite économique (14 des « 22 familles » dominant économiquement) au grand mécontentement des Sindhis de souche, profondément ancrés dans leur société rurale. Au total, une situation de tension extrême où un accident de la circulation peut enclencher des émeutes faisant plusieurs dizaines de morts comme en

1985 (8). La vie politique locale s'organise largement autour de cette ancienne immigration; le parti des Mohajir (milice à l'appui) gouverne les grandes villes du Sind.

Dans l'Inde laïque, la situation post-partition est encore complexifiée par la présence sur son sol d'une minorité de musulmans (toujours soupçonnés de soutenir le Pakistan) qui ne s'étaient pas résolus à tout abandonner en 1947 et avaient choisi de rester sur place. Une minorité forte de plus de 100 millions d'individus ! Si l'Etat du Cachemire abrite la plus forte proportion de musulmans (66 % de la population soit 3 millions de personnes : une « minorité » majoritaire !), ce qui sert aux séparatistes à réclamer leur rattachement au Pakistan, c'est l'Etat d'Uttar Pradesh qui en compte le plus grand nombre (plus de 13,5 millions). Vertige des chiffres dans un pays qui, selon le recensement de 1991, dépasse les 843 millions d'habitants mais aussi incertitude des chiffres puisqu'après 1971, le Census of India ne livre plus d'indications par confession religieuse par crainte des mouvements communalistes (9). On peut toutefois s'interroger : les taux de natalité élevés des groupes de population musulmane démontrent-ils une attitude anti-nationale, comme le prétendent certains extrémistes hindous ou témoignent-ils plutôt du fait que ce groupe se compose proportionnellement de catégories de population plus pauvres (10) ?

Sur les 3 287 800 km<sup>2</sup> du territoire indien on peut grossièrement opposer le Sud et le Nord, Nord par lequel les « envahisseurs » musulmans sont historiquement arrivés, Nord où cette « minorité » demeure encore nombreuse aujourd'hui et où prennent place les troubles inter-communautaires les plus récurrents tant il est vrai que la religion envahit de plus en plus la sphère du politique. L'affaire d'Ayodhya (ville de l'Uttar Pradesh), site sacré des hindous (lieu de naissance mythique de Rama) où les premiers empereurs Moghols ont construit il y a plusieurs siècles une mosquée a plusieurs fois failli dégénérer en hécatombe ces dernières années depuis qu'un parti politique du « revivalisme hindou » a exigé sa destruction en se prévalant de certitudes archéologiques obscures. Le statut quo si difficilement maintenu s'est brisé lorsqu'une foule d'extrémistes hindous (11) a rasé ce lieu doublement symbolique (6 décembre 1992) entraînant aussitôt des troubles qui en une semaine ont coûté la vie à un millier de personnes dans le sous-continent et mettant en péril la sécurité de la diaspora indienne à travers le monde, en particulier dans les pays musulmans et tout spécialement au Pakistan où vivent toujours un demi million d'hindous (Karachi) (12). Sans nul doute les tensions hindous/musulmans sont avivées dans la plaine du Gange par une situation de densité et de pauvreté extrêmes mais V. Graff (13) a souligné que l'Etat de Calcutta, si connu pour son dénuement, est plutôt calme.

## **II. LES CLEFS D'EXPLICATION SOCIO-CULTURELLES**

La carte de situation des points chauds montre clairement leur position périphérique dans le triangle indien. De fait, la nation indienne repose sur la culture hindoue mais ne s'y limite pas. L'Inde est laïque à l'inverse du Pakistan (le « pays des purs »). Sans cohésion affichée autre que culturelle et respectueuse des particularismes locaux, l'Union indienne s'expose à des explosions de violence lorsque telle ou telle des multiples communautés qui la forment se sent - à tort ou à raison - bafouée.

### **1) Le séparatisme Sikh**

Le cas le plus dramatique (20 000 tués en 10 ans) (14) et le plus connu est celui du Pendjab, Etat riche dont une importante partie de la population (60 %) est de religion Sikh et au sein de laquelle les fondamentalistes réclament la création d'un Etat séparé : le Kalistan. Pour décourager les hindous de continuer de vivre en ces lieux qui ont pourtant toujours été partagés entre les deux

Thème 1 : Territoire et violence politique

communautés, les exactions se multiplient malgré les appels à la raison lancés par les autorités religieuses au nom desquelles ces attentats se pratiquent.

De son côté, l'armée indienne est intervenue militairement pour déloger les extrémistes retranchés dans le fameux temple d'or à Amritsar (Pendjab), lieu le plus sacralisé de la religion. On peut raisonnablement penser que c'est pour cette raison que Indhira Gandhi fut assassinée par ses gardes Sikhs... Assassinat qui enclencha alors d'épouvantables pogroms à leur encontre.

Pour culturelles qu'elles paraissent, les revendications de cette nature se nourrissent de mécontentement socio-économique : il s'agit de l'Etat le plus riche de l'Inde qui sursoit souvent aux défaillances alimentaires des autres grâce à sa bonne intensification agricole. Celle-ci a aussi creusé un fossé social et donc accumulé des rancoeurs.

Différence culturelle tout de même puisque, contrairement aux hindous pour lesquels le religieux dépasse le politique, les sikhs « ont dès le XVIIIe siècle, assis leur identité sur une imbrication du politique et du religieux » (15), le chef de leur communauté domine aussi bien le temporel que le spirituel alors que pour les hindous, c'est traditionnellement le prêtre qui culmine dans la pyramide sociale.

Pour garder le riche Pendjab quel prix l'Inde pauvre devra-t-elle payer ?

## **2) Les séparatistes tamouls de Sri-Lanka**

Autre exemple éclairant aux portes de l'Inde : l'île de Sri Lanka (Ceylan), 15 millions d'habitants, indépendante depuis 1948, plus connue pour les clichés touristiques que pour la guerre qui s'y déroule entre une majorité de bouddhistes (75 %) et une minorité de tamouls (moins de 20 %) qui, pour une part d'entre eux, souhaitent ardemment faire sécession. Le centre et le sud-ouest de l'île est de langue cingalaise (d'origine nord indienne) et de religion bouddhique tandis que Jaffna, Mannar et la côte orientale regroupent les peuples de langue tamoule et hindouiste. La présence de ces derniers est renforcée au XIXe siècle quand les Anglais introduisent dans l'île de nombreux « coolies » souvent « intouchables », venus d'Inde du Sud pour travailler dans les plantations de café, thé, hévéas établies dans les montagnes.

Tous les éléments sont donc présents depuis la fin de la « Pax Britanica » pour donner lieu à des revendications. L'Etat de Sri Lanka, lors de l'accession à l'Indépendance, refuse la citoyenneté aux employés des plantations qui demeurent donc apatrides. Les premiers pogroms anti-tamouls (le gouvernement cingalais ferme les yeux) sont perpétrés dès le début des années 80 alors que ceux-ci réclament leur autonomie dans une partie de l'île (« Eelam » c'est-à-dire Ceylan en Tamoul).

Les séparatistes, aidés par les Indiens de Madras (16) et les trafiquants de drogue s'arment. Le mouvement devient alors puissant et c'est l'armée indienne qui intervient pour rétablir le calme, mais en vain. Face à la situation de guerre, des opérations militaires sont déclenchées en 1987 directement contre les « Tigres » tamouls. En échange, l'Inde obtient la possibilité d'utiliser le port stratégique de Triconmalee : meilleure rade en eau profonde de toute l'Asie du Sud (17).

Certains observateurs (18) ont montré le caractère paradoxal de l'attitude du gouvernement indien. Dans un premier temps, tous les partis politiques indiens et particulièrement les régionalistes tamouls encouragent leurs « frères » de même origine, considérés comme des victimes de la majorité cinghalaise et reçoivent 100 000 d'entre eux en Inde du Sud à partir du milieu des années 80, qu'ils hébergent dans les abris anti-cyclone sur la côte ou dans des camps de toile. Dans un

Thème 1 : Territoire et violence politique

deuxième temps, « Big Brother India » intervient contre les tamouls du Sri-Lanka, se servant d'eux comme moyen d'affirmation de sa puissance régionale. Dans un troisième temps, après l'assassinat de Rajiv Gandhi et le désengagement de l'Inde, tous les réfugiés Tamouls en Inde deviennent suspects de complicité avec les criminels (dont on pense qu'ils ont voulu venger les victimes de la force d'intervention). Dès lors, ceux-ci commencent progressivement à regagner l'île, théoriquement protégés par des accords bi-latéraux.

Jaffna, fief des tamouls, bénéficiait de conditions de vie relativement élevées basées traditionnellement sur l'agriculture irriguée par puits et la pêche. Le bon niveau de formation permettait l'accès des jeunes à l'emploi à l'étranger, la famille vivant alors de « l'économie de mandat ». Mais dès 1956, le cingalais remplace l'anglais comme langue officielle mettant fin aux flux de migration, d'autant que des politiques de quotas d'entrée à l'université sur des critères linguistiques limitent l'accès des tamouls aux diplômes qualifiants. Deux filières linguistiques sont créées qui creusent un fossé entre les communautés. La ségrégation s'aggrave de facto puisque les cingalais et les musulmans se sont progressivement retirés de « l'Eelam » pour rejoindre les lieux où ils sont en majorité ; qu'advient-il des populations tamoules enclavées au sein de ces régions cingalaises ? A Colombo par exemple, ils représentent 20 % de la population et leur quartier a été incendié dès 1983 par des hommes de main. Ceux-ci ont également tenté de terroriser les employés apatrides des plantations pour les chasser vers le nord ou l'est, laissant espérer aux Kandiens les emplois des Tamouls si on réussissait à les chasser et faisant naître ainsi un sentiment séparatiste là où il n'existait pas. En bref, la fin de la prospérité a contribué à donner au séparatisme des bases économiques.

Les enjeux symboliques paraissent toutefois plus efficaces que les raisons purement économiques pour enclencher des mouvements « nationalistes ». Des idéologues cingalais font ainsi valoir que l'origine indo-européenne de leur langue les rattache au groupe (pour ne pas dire race) considéré comme prestigieux et « pur » : des Aryens. De leur côté, les Tamouls n'ont cessé de rappeler la prééminence et l'antériorité de leur culture dravidienne sur celle des envahisseurs aryens. Toutes ces doctrines sont basées sur des faits ressortant davantage du mythe que de l'histoire toutefois elles entretiennent des conflits dramatiques, coûteux en vie humaine.

### **3) Les tribaux**

De leur côté, les aborigènes indiens vivent une autonomie relative à l'abri d'une « frontière intérieure ». Celle-ci vise à les protéger des agressions de la société et de l'économie qui les entourent, la liberté de circulation y est restreinte et le marché des terres gelé pour éviter toute exploitation. Des tribus autonomistes de l'Orissa réclament cependant un Etat séparé qu'ils ont déjà baptisé Jarkhand (« Pays des Forêts »). Le refus de l'Union opposé à la satisfaction de ces revendications anciennes s'appuie sur la difficulté à redécouper les grands Etats du Nord de l'Inde mais aussi sur la certitude que céder aux exigences des uns stimule celles des autres. Ainsi depuis 1987, un autre mouvement autonomiste : Uttarkhand (« Pays du Nord »), réclame la création d'un nouvel Etat. De même les Gorkha d'origine népalaise souhaitent un Gorkhaland dans la région de Darjeeling, les étudiants Bodo revendiquent un Bodoland en Assam... Il faut retenir de cette complexité que ces mouvements autonomistes, souvent tentés par le terrorisme, prennent appui sur le jeu politique fédéral. Quoi de plus simple pour le parti majoritaire pour mettre en difficulté le « ministre en chef » d'un Etat turbulent ou tenu par l'opposition que de soutenir les revendications autonomistes ?

Plus généralement, à l'échelle de l'Asie, la question tribale et nomade a parfois été interprétée (19) historiquement comme l'un des grands ralentisseurs du développement du fait des razzias



chroniques qu'ils perpétraient contre « la civilisation ». Aujourd'hui encore, on pourrait conforter cette théorie en observant l'attitude des Pathane qui empêchent tout contrôle territorial (20), en tenant militairement la fameuse Khyber pass entre le Pakistan et l'Afghanistan, grâce à l'argent de la drogue du « croissant d'or ».

## **II. L'IMMIGRATION ET LE CHAUVINISME**

Les troubles de la frontière Nord-Est et les violences rencontrées à Bombay peuvent se comparer : ils sont tous deux basés sur l'exacerbation du nationalisme en réaction aux mouvements de migration.

### **1) L'Assam**

Le long du Brahmapoutre, en Assam, les hindous, ici à la limite de leur aire culturelle, forment la majorité des cadres, tandis que les tribaux animistes composent la paysannerie. Le peuplement de la plaine assamaise (relativement vide) par des hindous venus des bords du Gange est contemporain de la colonisation (1830). Aujourd'hui encore ce « front pionnier » de l'Inde attire des Bangladeshis, musulmans, qui s'installent en Assam, au grand mécontentement des « fils du sol ». Les langues et les religions divergent totalement et ce cocktail s'enflamme lors des élections de 1983, l'immigration intense ayant changé les rapports de force en présence (21). Bilan : 5 000 morts (dont certains assassinés par flèches) et une reprise en main de l'Etat central, en vertu des pouvoirs constitutionnels conférés au président de l'Union en cas de troubles graves (« President's rule »). Selon certains auteurs, au moins 8 à 10 millions de citoyens du Bangladesh se sont installés en Inde entre 1981 et 1991 (22), à la fois en Assam, dans l'Etat du Bengale Occidental, et dans les grandes métropoles. Certains bangladeshi justifient cet état de fait par la revendication d'un « Lebensraum », sorte de droit des peuples à forte densité territoriale à occuper des territoires voisins comparativement vides.

Tout ce Nord-Est indien, mosaïque ethno-culturelle complexe située sur des frontières sensibles (notamment avec la Chine) a progressivement donné naissance à six Etats (23) là où n'existaient auparavant que des « territoires » (24), désarmant du même coup les vellétés autonomistes.

### **2) Les Mahrates**

Sans qu'un tour violent ait rendu l'affaire médiatique, les habitants du Maharashtra par la voie électorale ont conféré de larges pouvoirs à un parti extrémiste : le Shi Sena, au conseil municipal de Bombay et ce dès 1968. La théorie de ce groupe (peu démocrate qui n'hésite pas à s'en prendre aux journalistes) est que les habitants du Maharashtra doivent profiter prioritairement des richesses et opportunités d'emploi du lieu (capitale économique et désormais première ville par la population). Selon eux, il faut débarrasser Bombay de ses bidonvilles et reconduire leurs habitants dans leur Etat ou village d'origine. C'est pourquoi ils s'organisent en milices, semant l'inquiétude au sein des « étrangers » (les Indiens du Sud) cependant qu'ils créent également des comités de quartiers pour développer l'entraide. Un activisme basé sur une solide écoute des difficultés des masses d'urbains pauvres et sur une identification à une nation Mahrate de tradition martiale, qui s'opposa par trois guerres (1779- 1782, 1802-1804, 1817-1818) à la colonisation (25).

Les événements dans cette métropole illustrent les risques inhérents à l'urbanisation, toutefois cette situation paroxystique demeure singulière car en général en Inde contemporaine, l'exode rural

redouté se déroule plus lentement que prévu. En effet, pour le moment, les mentalités spécifiques semblent permettre un maintien relatif des populations dans les campagnes (26).

## CONCLUSION

Au-delà de belles réussites, telle l'autonomie alimentaire, le monde indien révèle des exemples de friction ou de crispation nées des limites administratives et/ou culturelles. Beaucoup d'entre elles relèvent, il est vrai, de décisions coloniales mais des conflits violents ou encore latents s'imbriquent à toutes les échelles et des nuages s'amoncellent dans le ciel du sous-continent : séparatisme, autonomisme, régionalisme, revivalisme, fondamentalisme... Un dernier exemple nous permettra de montrer l'ampleur du malaise actuel.

La dernière semaine de l'année 1991, les questions d'eau ont déclenché des troubles entre le Karnataka et le Tamil Nadu, les Tamouls vivant dans l'Etat voisin devant fuir les pogroms et les violences déclenchées contre eux-mêmes et contre leurs biens. Ces événements pour le moment limités montrent plusieurs choses. Si on avait pu dire que les conflits étaient le plus souvent périphériques à l'Inde (27), on peut observer désormais que l'entité « Inde du Sud » vole en éclat à la première secousse et découvre des tensions internes et des chauvinismes récurrents là où on ne les attendait guère. La presse a au passage stigmatisé l'incapacité à s'intégrer et l'arrogance des Tamouls si fiers de leur culture et de leur langue qu'ils n'en dérogent pas, même lorsqu'ils vivent ailleurs en Inde. Toute escalade même verbale entre deux Etats laisse planer un risque sur les minorités vivant chez le voisin, qui restent les otages d'un chantage facile dans leur propre pays. D'ailleurs en général, toutes les migrations intra- nationales ou internationales de l'Asie du Sud, sont à haut risque. Avec un peu de bonne volonté (28) et la médiation de l'Etat central, une solution plus souple devrait pouvoir être trouvée. Le calme fragile qui prévaut ne peut cependant pas être considéré comme une solution d'autant qu'une vingtaine d'autres projets communs aux Etats du bassin (hydro-électricité, eau courante) demeurent en attente du dénouement du conflit depuis au moins 1986.

Au moment où L'Union Indienne devient la première puissance militaire régionale, où son économie déborde du cadre autocentré pour s'immiscer dans le « système monde », verra t-on cette humanité en route vers le milliard se scinder ? Dira-t-on un jour d'une Union indienne brisée « qu'elle n'était pas un pays » (29) comme on le fait pour l'ex-URSS ?

Et si l'émiettement de l'Union Indienne constituait une condition au retour à la prospérité ? A l'époque des « Indes florissantes », un voyageur comme Law de Lauriston, a témoigné que « l'éclatement de l'empire (...) bénéficiait au paysan car le prince 'de nouvelle fabrique'<sup>a</sup> doit avoir son peuple derrière lui pour réussir sa révolte » (30). Plusieurs historiens s'accordent à penser que « l'Inde n'a jamais été si prospère que lorsqu'elle était divisée en petites principautés » (31).

## Notes

(1). La littérature contemporaine indienne restitue la dimension humaine de cette tragédie. Par exemple on peut se reporter aux *Enfants de minuit* de S. Rushdie, Stock ou à *Lignes d'ombre* de A. Ghosh, *op. cit.*. Dans ce dernier, une vieille femme réalise soudain à l'occasion d'un projet de voyage que son lieu de naissance Dhaka s'oppose désormais à sa nationalité indienne (puisqu'elle réside à Calcutta) et qu'il lui faudra donc un visa pour y retourner.

(2). Les premiers échanges culturels n'ont repris que tardivement à la fin des années 70 lorsque des artistes ont organisés des tournées de part et d'autre d'un véritable « rideau de fer » asiatique.

(3). Les musulmans du Bangladesh ont souvent acquis leur religion par conversion au contraire de ceux du Pakistan, cela contribue à expliquer la séparation des deux Etats.

(4). J. DELVERT, *Géographie Régionale*, Encyclopédie la Pléiade.

(5). *Le Monde*, 5 décembre 1992.

Thème 1 : Territoire et violence politique

- (6). Voir à ce sujet : *Revue de Droit et Pratique du Commerce International*, Vol. 15, n 3, Masson 1989.
- (7). F. Braudel signale que certaines périodes historiques s'avèrent particulièrement défavorables aux grandes constructions étatiques indiennes, « chaque fois que les plus riches régions (...) ne sont plus animées, vivifiées par des trafics importants (...) les grands empires unificateurs s'effondrent sans que la masse indienne d'ailleurs s'en inquiète outre mesure : le roi, ceux qui gouvernent sont toujours d'une autre caste... in *Grammaire des civilisations*, Flammarion 1987.
- (8). *Le Monde*, 24 février 1991 : Le Sind, carrefour des violences pakistanaises, par J.-P. Clerc.
- (9). « Esprit de croisade passionnel, voire agressif, qui anime nombre de ceux qui se réclament le plus vigoureusement de leur appartenances et de leur fidélités communautaires » selon V. Graff, *Hérodote* n 35, 1984, p. 89.
- (10). G.P. CHAPMAN, K.M. BAKER, *The changing geography of Asia*, Routledge 1992.
- (11). In M. Zins *l'histoire politique de l'Inde contemporaine*, P.U.F. 1992.
- (12). A. Ghosh, *op. cit.*, décrit la peur des troubles sporadiques qui affectent son pays depuis la création d'une « ligne d'ombre » dans le monde indien : « Cette peur là possède une texture que l'on ne peut ni oublier ni décrire. Elle ressemble à la peur des victimes d'un tremblement de terre, de gens qui ont perdu leur foi en l'immobilité du sol. C'est une peur qui naît de la certitude que la normalité est contingente, que l'espace qui vous entoure, les rues où l'on vit peuvent devenir soudain et sans préavis aussi hostiles qu'un désert subitement inondé. C'est cela - non pas la langue, la nourriture, la musique - qui sépare du reste du monde les mille millions d'habitants du sous-continent, c'est cette qualité particulière de solitude qui naît de la peur d'une guerre entre vous et votre reflet dans le miroir » (page 258). Ce sentiment selon M. Zins « est la grande raison du triomphe électoral de R. Gandhi en 1984. Le meurtre d'I. Gandhi et les pogroms antisikhs qui suivent font soudain remonter dans la conscience collective les souvenirs des peurs anciennes : peur de la division, peur de céder à la division, peur de perdre ce qu'on a acquis depuis l'Indépendance, peur de voir s'évanouir les valeurs profondes auxquelles on tient ». En réaction à ces peurs, l'Inde voit de plus en plus sa laïcité menacée. Ainsi par exemple depuis la « Muslim Women Bill » de 1986, « les maris musulmans mariés puis divorcés selon la loi musulmane n'auront pas à payer de pension », M. Zins, p. 276. L'auteur voit là « un signal encourageant pour les traditionalistes de tous bords, satisfaits de voir des principes religieux prévaloir sur ceux du sécularisme.
- (13). *Ibidem*.
- (14). *Le Monde*, 9 décembre 1992.
- (15). J. RACINE, Civilisation, culture et géopolitique : à propos de l'Inde. *Hérodote* n°49, 1988.
- (16). Les Tamouls de Ceylan plus ceux du Tamil Nadu comptent pour environ 50 millions d'individus.
- (17). J. Racine, 1988, *Ibidem*.
- (18). Stan LOURDUSAMY : Crimes in the name of diplomacy. *Economic and Political Weekly*, vol. 26, n 37, p. 2133, Bombay 1991. Bilan des combats lors de l'intervention : 2 000 militaires indiens tués et 8 000 militants tamouls.
- (19). F. Braudel, *op. cit.*.
- (20). *Le Monde*, 30 septembre 1993.
- (21). Il semble que la moitié des assamais ne soient pas « de souche ». *Le Monde*, 9 décembre 1992.
- (22). « Unwanted migrants », *Economic and Political Weekly*, 2 octobre 1993, p. 2102.
- (23). Arunachal Pradesh, Assam, Meghalaya, Manipur, Mizoram, Tripura.
- (24). Sous administration du gouvernement central.
- (25). Pour une description des chefs du Shi Sena voir V.S. Naïpaul, *L'Inde, un million de révoltes*, Plon 1992.
- (26). Voir J. Racine : To migrate or to stay ? Mobility and retention of rural population in South India, *Pondy Papers in Social Sciences*, n 5, 1990. Voir également, F. LANDY : *Les logiques paysannes dans deux systèmes ruraux, irrigués et pluvial, du Karnataka*, thèse de géographie, 1992.
- (27). J. Racine, *op. cit.*, 1988..
- (28). The Cauvery river dispute : towards conciliation by S. Guhan ; a frontline publication, Madras 1993. Cité par Ramaswamy R. Iyer in *Economic and Political Weekly*, august 21, 1993.
- (29). Durand, Lévy, Retraillé *op. cit.*, p. 510.
- (30). Cité par G. Deleury, anthologie des voyageurs français (1750-1820), Leffront 1991, p. 328.
- (31). *Ibidem*. L'auteur renvoie à A. WINK : *Land and sovereignty in India*, Cambridge 1986.

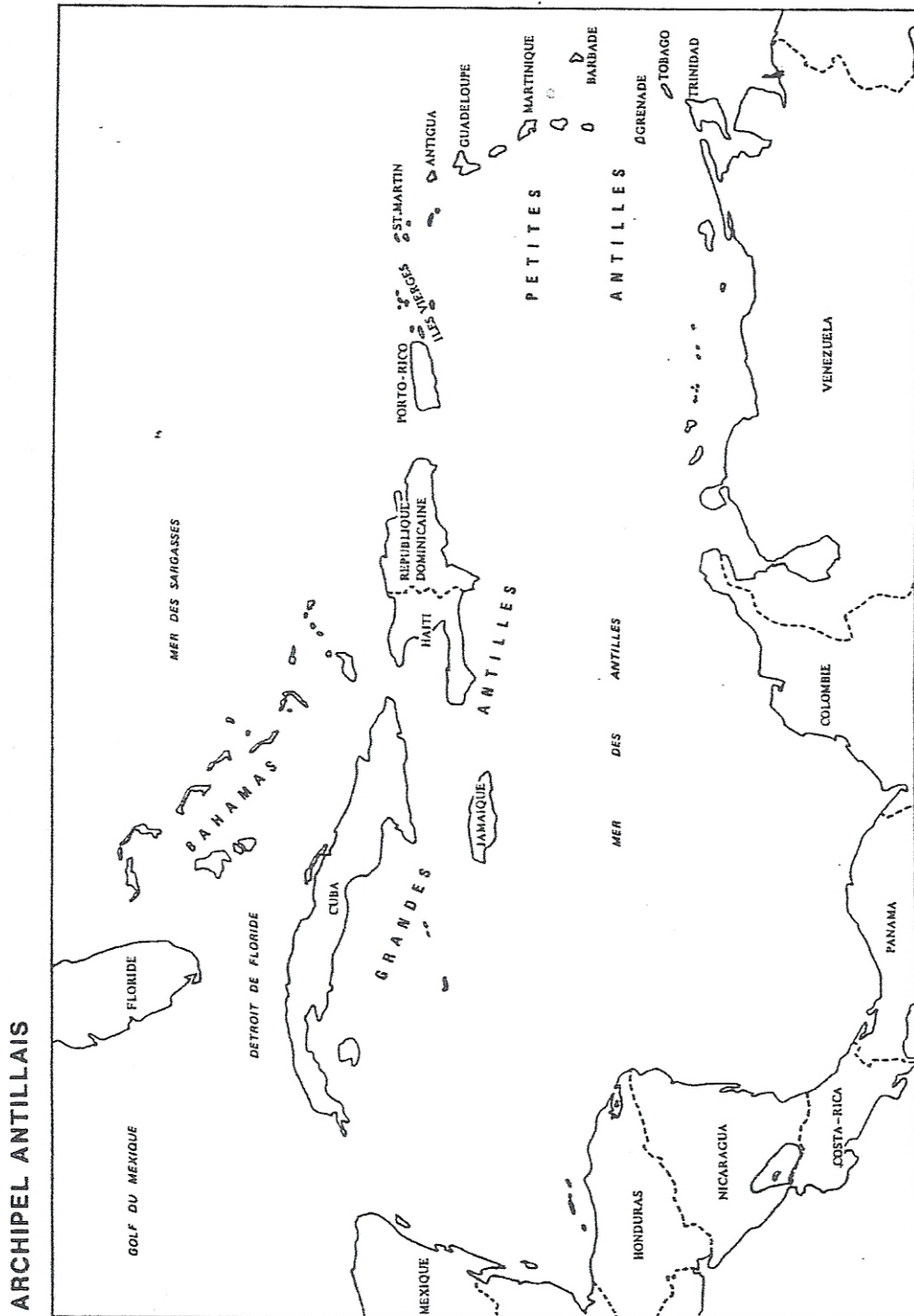
### **3. CRISES DANS LA CARAÏBE : L'EXEMPLE DES PRINCIPAUX PAYS CARAÏBES ANGLOPHONES (GUYANA, JAMAÏQUE, TRINIDAD ET TOBAGO)**

J.-C. GIACOTTINO  
Université d'Aix-en-Provence

La décennie qui vient de s'achever ne pourra certainement pas être considérée comme celle de la prospérité dans l'ensemble des douze pays Caraïbes anglophones indépendants. Certains d'entre eux auront même vu une remise en cause violente et sanglante de leurs institutions démocratiques (1). Rappelons la fin tragique de la tentative néocastiste à la Grenade en 1983, la rébellion meurtrière d'un groupuscule islamiste Trinidadien paralysant pendant quelques jours le fonctionnement de l'Etat en août 1990, alors que les musulmans, presque toujours d'origine indienne, ne représentent pas plus de 5 % de la population totale de Trinidad-et-Tobago, et aussi l'âpreté de la lutte politique à la Jamaïque qui a pris des allures de guerre civile avec son cortège de violences physiques entre les partisans du Jamaica Labour Party et du People's National Party qui ont atteint leur paroxysme entre 1983 et 1988. Mais c'est la crise économique avec ses conséquences sociales dramatiques qui a frappé surtout les trois plus importants d'entre-eux, y compris Trinidad-et-Tobago, où l'embellie pétrolière postérieure à 1974 n'a été que de courte durée. La Guyana, si riche de potentiel en terres cultivables, en énergie hydro-électrique, en mines et très peu peuplée de surcroît, se retrouve à la fin des années quatre-vingts en compagnie de la Bolivie et de Haïti parmi le groupe des pays les plus pauvres d'Amérique, en état presque permanent de cessation de paiement, avec un P.I.B. diminué de 26 % entre 1980 et 1988, avec sa population plus pauvre d'autant et en proie à des difficultés quotidiennes d'approvisionnement pour des biens de consommation courante (tableau 1). La Jamaïque n'est guère mieux lotie. Sa richesse nationale a reculé de 20 % entre 1980 et 1988 en dépit des tentatives successivement dirigiste et néo-libérale des gouvernements « populistes » et « travaillistes », l'insécurité consécutive à la misère entravant non seulement la vie quotidienne de la population mais aussi l'essor d'activités telles que le tourisme pourtant indispensable à la création des richesses. En bref, une crise économique et sociale dans précédent, mettant en cause leur système démocratique, atteint les trois plus importants pays Caraïbes.

Assez paradoxalement, ces sont les plus petits des pays caraïbes anglophones, le Belize (sa superficie n'est pas négligeable mais il est très peu peuplé), les micro-états des Petites Antilles et les Bahamas, à priori peu favorables au développement et plus fragiles qui semblent avoir le moins souffert pendant la décennie écoulée. La minuscule Barbade, qui est de beaucoup d'île la plus densément peuplée des Antilles (densité de l'ordre de celles des plaines de l'Asie des Moussons) a réalisé des progrès économiques et sociaux spectaculaires, sortant au cours des années quatre-vingts du sous-développement dans une remarquable stabilité du fonctionnement de ses institutions démocratiques, faisant alterner au pouvoir les partis exprimant les deux courants de l'opinion publique, travaillistes et libéraux. Les Bahamas ont également atteint le niveau de développement des pays riches, dans le cadre d'institutions démocratiques qui fonctionnent régulièrement. Mais la prospérité de l'archipel, proche de la Floride, peu densément peuplé, paraît plus naturelle que celle de la Barbade qui parmi les petites îles la plus éloignée de l'Amérique du Nord. Les autres micro-Etats qui sont tous localisés dans l'Arc des Petites Antilles n'atteignent certes pas à la fin de la décennie des années quatre-vingts la prospérité des deux précédents pays. Mais ils ont accompli des progrès parfois spectaculaires, doublant voire triplant leur P.I.B.. Il est vrai que la plupart étaient partis d'un niveau très bas et que de ce fait, compte tenu de leur très petite taille, l'impact des actions de développement, les aides extérieures par exemple ne pouvaient qu'y être assez sensibles.

Thème 1 : Territoire et violence politique



Nous ne pourrions pas dans ces quelques pages nous livrer à une étude détaillée et comparative de l'évolution de chacun des douze pays (2). Nous insisterons surtout sur la crise dans les trois plus importants d'entre-eux ; nous en présenterons un diagnostic et nous proposerons quelques éléments de réflexion susceptibles de permettre de comprendre les causes de leurs difficultés. La situation des pays Caraïbes anglophones, de même que celle de tous les pays Caraïbes est en réalité très diversifiée. Pas un d'entre eux ne ressemble exactement à l'autre. On peut observer des faits généraux, transversaux dans cette aire géographique, mais chaque pays est somme toute un cas d'espèce. Ce qui est le propre des milieux insulaires (insularité qui peut être étendue avec toutes ses conséquences au Belize et à la Guyana, car ils ne sont que des enclaves côtières, sans liens avec l'hinterland d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud). Sur cette diversité insulaire se superposent



les systèmes de relations avec les puissances dominantes anglo-saxonnes, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada, l'influence de la conjoncture internationale, les grandes tendances de l'évolution économique sociale et politique du monde avec les déplacements géographiques des centres directionnels (qui privilégient actuellement la bordure occidentale du Pacifique), ce qui rend encore plus complexe l'analyse des origines de la crise qui frappe la Guyane, la Jamaïque, Trinidad-et-Tobago.

Nous présenterons d'abord quelques aspects de la crise économique et sociale.

## **I. ASPECTS DE LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE**

La baisse de la production dans les secteurs clés de l'économie sans qu'elle soit suffisamment compensée par l'essor d'autres activités, l'aggravation du chômage et du sous-emploi, plaies endémiques de ces pays même pendant les périodes de prospérité, et la baisse générale du niveau de vie de la classe moyenne, assez nombreuse et surtout des classes populaires, avec son cortège de difficultés matérielles, sont les manifestations les plus spectaculaires de la crise économique et sociale. Précisons quelques aspects de cette dégradation économique et sociale par rapport à une situation antérieure plus favorable qui a prévalu au cours des années soixante et juste, grosso modo, le premier choc pétrolier (3). Nous retiendrons d'abord quelques indicateurs macro-économiques, en rappelant que tous les pays Caraïbes anglophones ne se trouvent pas dans la même situation et que c'est surtout chez les plus importants, comme il a déjà été signalé plus haut que ces indicateurs sont devenus très inquiétants.

### **1) Endettement et inflation dans les trois plus importants pays**

Alors que ces pays se sont appauvris ou on vu leur richesse nationale n'évoluer que modestement, ils se sont aussi considérablement endettés ; tout s'est passé comme s'ils s'étaient mis à vivre de plus en plus à crédit alors qu'ils produisaient de moins en moins non seulement par tête d'habitant mais aussi en valeur absolue. C'est ainsi que de 1970 à 1988, la dette extérieure publique par habitant à la Jamaïque est passée de 531 dollars US à 1795, c'est-à-dire à 60 % en plus que le P.I.B. par tête (4). En valeur absolue, cette dette a été multipliée par 41 ! A Trinidad-et-Tobago, où il y a pourtant eu la manne pétrolière de 1974 à 1980, elle s'est aussi accrue d'une manière spectaculaire de 110 dollars US par habitant en 1970 à 1530 en 1988, soit 46 % du P.I.B.(5). Les réserves en devises fortes que le Premier Ministre Eric Williams se flattait d'avoir amassées lors du premier choc pétrolier ont fondu comme neige au soleil à partir de 1985-1986 (3,641 dollars trinidiens de réserves en 1985 ; 1,116 milliard de la même monnaie en 1986 ; 270,5 millions en 1987 ; et en 1988, 271,4 millions de dollars trinidiens) ; entre temps le Gouvernement a dû utiliser ses possibilités de crédit auprès du Fonds Monétaire International et dévaluer à deux reprises la monnaie locale, en 1985 de 33 % de sa valeur par rapport au dollar US auquel elle est rattachée, en 1988 de 1,4 % (6). En Guyane, l'endettement à l'étranger a atteint un tel niveau que les réserves en devises sont si faibles qu'on en vient à suspendre les importations de produits aussi essentiels que des médicaments et que la pénurie de produits de consommation importés s'est installée en permanence comme dans n'importe quel pays à « économie centrale planifiée » dont la monnaie n'est pas convertible, on est réduit à importer par petits lots quand il reste quelques millions de dollars US dans les caisses de la Banque Centrale ! L'endettement public atteint en 1987, 1 610 dollars par habitant soit près de quatre fois le P.I.B.

Bien entendu, la conséquence de cet endettement et de la perte de la valeur des monnaies a été l'inflation et la hausse des prix des produits de première nécessité, en particulier des produits alimentaires dont beaucoup sont importés (voir plus loin le déficit de la production agricole et de

Thème 1 : Territoire et violence politique

l'élevage pour l'approvisionnement intérieur). A Trinidad-et- Tobago par exemple, l'indice général des prix en partant de la base 100 en 1975 atteint l'indice 230 en 1982 et en repartant de la base de 100 en 1982 arrive à 180,6 en 1988, il a en fait plus que doublé en huit ans entre 1982 et 1990 ! Dans le détail, on constate que l'évolution de l'indice des prix des produits alimentaires est supérieur à l'indice moyen (100 en 1982, 215,6 en 1988 !), ce qui bien entendu pèse lourdement sur la population la plus pauvre. A la Jamaïque, il s'est produit une inflation encore plus spectaculaire (indice 100 en 1975, 742,5 en 1986 avec comme à Trinidad-et-Tobago une hausse plus forte pour les produits alimentaires). Quant à la Guyana, après avoir connu des taux d'inflation élevés de 1975 à 1984 (les prix doublent de 1980 à 1984) puis un ralentissement en 1985-1986, elle est repartie à nouveau dans un processus inflationniste de plus en plus brésilien (+ 40 % en 1988, + 63 % en 1989 !).

Les petits pays anglophones ont grosso modo suivi l'évolution inverse, ce qui, à première vue peut sembler étonnant. L'inflation après avoir été assez forte de la fin des années soixante à la fin des années soixante-dix est devenue plus raisonnable, passant au-dessous du seuil de 10 % et même 5 % (de 1980 à 1988, le taux d'inflation annuel a été compris entre 5 et 10 % à la Barbade, aux Bahamas, à la Dominique, à la Grenade, et de moins de 5 % à Belize, taux le plus bas avec 2,2 % à Saint-Vincent et Sainte-Lucie). Il semble que les politiques de stabilisation économique et financière des gouvernements locaux et de leurs banques centrales (l'East Caribbean Central Bank pour les six petits Etats des Petites Antilles) aient porté leurs fruits (7). Par contre, l'endettement de ces pays s'est accru, tout en restant cependant dans des limites supportables par rapport au P.I.B. (entre 20 et 60 % de sa valeur) grâce au maintien d'une assez forte croissance.

## **2) Un taux de chômage élevé et généralisé**

Si la situation relative à l'endettement et à l'inflation est somme toute assez diversifiée parmi les douze pays Caraïbes anglophones indépendants, celle concernant l'emploi est presque partout aussi préoccupante, avec des taux de chômage très élevés (cf. tableau II). Il n'y a guère qu'aux Bahamas que la situation serait meilleure ; pendant la grande période de construction des équipements hôteliers, grosso modo entre le début des années 1960 et le milieu des années soixante-dix, l'archipel a même été demandeur de main-d'oeuvre immigrée, à cause de la faiblesse numérique de sa population. Depuis lors, elle s'est quelque peu dégradée, la création d'emploi ne suivant pas la croissance démographique résultant de l'excédent naturel et du maintien d'un courant migratoire plus ou moins clandestin (surtout des Haïtiens et des Jamaïcains).

Au taux de chômage officiellement évalué par les services statistiques, il y a lieu d'ajouter le sous-emploi consécutif au travail partiel, saisonnier ou non ; certaines activités telles que le tourisme et l'agriculture (demande de main-d'oeuvre au moment des récoltes) contribuent beaucoup à la structure saisonnière de l'emploi. Inversement, il existe de « petits métiers » qui procurent parfois des revenus importants, et des trafics illicites qui ne sont le plus souvent pas gros consommateurs de temps de travail mais qui peuvent rapporter beaucoup. Tout cela est mal reconnu et échappe évidemment aux services officiels quoi qu'il en soit, il est certain que le chômage est dans ces pays une véritable plaie sociale. Ici, comme ailleurs, il frappe d'abord les jeunes générations. Combien de jeunes désœuvrés dans les rues des principales agglomérations de ces pays ! Rien d'étonnant à ce que la petite et la grande délinquance, l'insécurité soient devenues des faits permanents de la vie urbaine. Prenons l'exemple de Trinidad-et-Tobago, qui étant le pays potentiellement le plus riche devrait être à l'abri d'une telle situation, mais qui hélas ! est l'un des plus atteints par le chômage. A la fin de 1988, 103 600 personnes étaient sans travail (69 300 hommes et 34 300 femmes) parmi lesquelles 17 300 jeunes de 15 à 19 ans et 27 300 de 20 à 24 ans, soit 43 % du nombre total de chômeurs pour ces classes d'âge (8). Dans un pays de petite

dimension, très urbanisé (il y a 45 % de la population totale dans l'agglomération de Port of Spain soit environ 500 000 habitants, dans le Sud pétrolier, l'agglomération de San Fernando a dans les 100 000 habitants), un tel chômage parmi la jeunesse ne peut qu'être source d'instabilité sociale et politique.

La Jamaïque avec sa concentration urbaine de Kingston qui atteint 600 000 habitants n'est pas bien entendu dans une situation plus enviable à cet égard (9). D'une manière générale, la tendance à la concentration de la population dans une ville principale dans chacun de ces pays ne peut qu'accroître les tensions dues au chômage ; les quartiers populaires qui s'y sont constitués sont en plein centre comme à Kingston, Trench town, Jones town ou à la périphérie sur des collines ou des terrains insalubres mais en définitive à assez peu de distance des quartiers aisés et des quartiers de commerce où profilèrent les vitrines de la société de consommation ne peuvent être que de véritables poudrières sociales comme dans bien d'autres pays insuffisamment développés (10).

Il y a lieu de préciser que le chômage affecte une population qui dans l'ensemble à un niveau de formation intellectuelle assez semblable à celui des pays développés étant donné l'effort de scolarisation ancien et soutenu qui existe dans tous ces pays ; celui-ci a été par exemple plus orienté vers les formations techniques et de cadres moyens que dans les D.O.M. antillais et en Guyane Française et supérieur sans emploi en raison des insuffisances de l'appareil de production (11).

Nous ferons en outre une dernière remarque en conclusion de cette brève analyse de cet aspect important de la dégradation de la situation sociale. Il n'y a pas de relation évidente entre la forte densité de population et l'importance du chômage. Il y a là encore une situation assez diversifiée entre les pays ; le record du chômage n'est pas dans le pays le plus densément peuplé, la Barbade ; mais on constate aussi qu'il est élevé dans deux pays très densément peuplés, Saint-Vincent, et la Grenade. Sauf aux Bahamas, les pays peu densément peuplés, Belize et Guyana, subissent aussi un taux élevé, quoique moindre que dans les pays insulaires densément peuplés. En fait, dans les relations entre démographie et emploi, le facteur important est plutôt en ce qui concerne le premier terme à rechercher du côté du rythme de la croissance démographique. Nous en présenterons ultérieurement un bilan au cours des années quatre-vingts.

### **3) La récession économique dans les trois principaux pays**

Plutôt que de récession économique, il vaudrait mieux dire dégradation profonde de l'appareil de production. Ce sont en effet des secteurs jusqu'alors essentiels de la production locale qui non seulement ont reculé mais se sont effondrés en Guyana, à la Jamaïque et à Trinidad-et-Tobago au cours de la décennie qui vient de s'écouler, et cela sans que cette véritable involution soit compensée par l'apparition d'autres activités. La tentative du Président Reagan par exemple, formulée en 1982 dans l'initiative pour le bassin des Caraïbes, n'a pas permis de relancer la politique d'industrialisation par de petites industries de biens de consommation à forte valeur ajoutée de main d'oeuvre qui avait été entreprise dès la fin des années cinquante pendant la période d'autonomie interne qui précéda l'indépendance. Qui plus est, le climat humain dégradé, l'insécurité ont découragé les activités de services telles que le tourisme, les activités financières internationales, etc. qui recherchent toutes les garanties de sécurité pour s'installer. Ce qu'elles ne manquent pas de trouver dans la région Caraïbe dans... de petites îles à tous égards plus accueillantes.

Prenons quelques exemples de la dégradation de grands secteurs de la production :

#### *Le déclin de l'agriculture de plantation*

Thème 1 : Territoire et violence politique

Cette ressource héritée de la période coloniale, qui fut autrefois la richesse essentielle de ces trois anciennes colonies de la Couronne, considérées alors comme parmi les plus prospères de l'Empire, qui était déjà entrée en décadence au cours des années soixante a beaucoup reculé ces dernières années, en résultats quantitatifs et en valeur de production. A la Jamaïque et à Trinidad-et-Tobago, les exportations de denrées des plantations ne jouent plus qu'un rôle secondaire ; et si en Guyana, les exportations de sucre et de riz tiennent toujours leur place c'est à cause du recul encore plus marqué des exportations minières et faute de l'apparition d'autres ressources.

Examinons rapidement l'évolution des principales activités de ce secteur dans chacun de ces pays.

L'économie de la Guyana repose depuis longtemps pour une part importante sur la production et l'exportation de sucre de canne et de riz (respectivement environ un tiers et 10 % de la valeur totale des exportations). Occupant environ 60 000 hectares d'excellentes terres de polders, la production de sucre des treize grandes plantations regroupés autour des sucreries était depuis le début des années soixante de 300 000 tonnes de sucre par an en moyenne, avec des pointes à près de 400 000 tonnes les années favorables, la capacité de production ayant été augmentée au cours des années soixante. Mais à partir du début des années quatre-vingts la production a brusquement baissé sans que des causes climatiques puissent être uniquement incriminées, bien qu'elles ne soient négligeables. En fait, le vieillissement du matériel des sucreries et le manque de personnel qualifié ont entraîné de nombreux incidents lors des campagnes de fabrication de sucre. Si bien que la production après une première baisse sensible en 1983 à 287 000 tonnes, s'est réduite à 240- 250 000 tonnes depuis cette date, sans remonter à son niveau antérieur. En 1986, le Gouvernement guyanais a entrepris l'application d'un « plan de restructuration » rappelant ceux mis en oeuvre dans les D.O.M. depuis vingt ans, prévoyant une fermeture de sucrerie (sur neuf en activité), la réduction des surfaces cultivées d'un quart (de 12 200 hectares), et le maintien de la production à 250 000 tonnes, ce qui représente une baisse définitivement admise de un tiers par rapport aux années soixante dix. Compte tenu de la situation très défavorable du marché mondial de sucre qui est très déprimé depuis le début des années quatre-vingts, on pourrait concevoir qu'une telle réduction soit intéressante à condition d'être compensée par le développement d'autres activités agricoles ou l'élevage et par de nouvelles possibilités d'exportation (12). Bien que le Gouvernement ait annoncé, dans le plan de restructuration de 1986, le remplacement de la canne à sucre par d'autres cultures, peu de résultats ont été jusqu'alors obtenus car il faut qu'un ensemble de conditions soient réunies pour reconverter les plantations sucrières ; de toute façon, cela ne peut se faire rapidement. Le repli de l'économie sucrière s'est évidemment accompagné d'une diminution de l'emploi alors que ce secteur est le plus gros employeur du pays avec la riziculture.

Le recul de la production de riz observé depuis 1982 est sans doute encore plus grave dans la crise profonde que traverse l'économie Guyanaise car elle concerne cette nombreuse paysannerie indienne qui est depuis son implantation au XIXe siècle, la base de la société rurale de ce pays ; le riz est aussi l'aliment qui est consommé quotidiennement par toute la population, Noirs et autres communautés non-indiennes (13). Alors que la production annuelle moyenne s'était établie à 256 000 tonnes de riz décortiqué, laissant un excédent exportable de quelque 100 000 tonnes. Or en 1982 la production est tombée à 181 599 tonnes et l'année suivante à 147 591 tonnes, pour rester depuis lors, en dépit des efforts de relance, au-dessous de 200 000 tonnes, c'est-à-dire à un niveau très inférieur à ce qu'il était. Certes, la production reste très supérieure aux besoins intérieurs, mais il y a moitié moins d'excédents exportables et bien entendu son recul signifie que la productivité des terres rizicoles a diminué, ce qui a aggravé la situation des très nombreuses familles paysannes qui ne disposent pour vivre que de minuscules exploitations (il est fréquent qu'une famille de 6 à 7 personnes n'ait à sa disposition que 1 à 2 hectares de terre de polder) (14).

## Thème 1 : Territoire et violence politique

Malgré ce recul, la balance des échanges de produits alimentaires reste largement excédentaire, les importations sont limitées car l'agriculture et l'élevage satisfont toujours les besoins alimentaires de base de la population. Cependant, on a vu apparaître au cours des années quatre-vingts, surtout dans la capitale Georgetown (200 000 habitants, soit 20 % du pays), des pénuries de certains produits essentiels à l'équilibre nutritionnel : volailles, viandes de boeuf, de porc, corps gras localement produits. Les prix de tous les produits alimentaires ne cessent d'augmenter ; et ceux qui doivent être importés (à base de farine de froment, la viande de mouton par exemple) deviennent introuvables et atteignent des prix hors de portée des familles populaires quand ils arrivent. Ainsi, ce pays, autrefois réputé pour l'abondance et la variété de ses productions agricoles, pourvu de surcroît d'un beau troupeau de bovins grâce aux savanes du rupununi situées dans le Sud au coeur de l'immense massif forestier des Guyanes et d'Amazonie, en est venu à subir des difficultés dans son approvisionnement alimentaire quotidien. Bien entendu, cela touche surtout les catégories les plus défavorisées des villes.

A la Jamaïque et Trinidad-et-Tobago la dégradation de l'agriculture de plantation est encore plus accentuée, la couverture des importations de produits alimentaires n'étant plus assuré par les exportations de denrées agricoles provenant des plantations. Ce déséquilibre est ancien puisqu'il remonte aux années soixante, à une époque où l'économie de plantation a commencé à reculer alors que les besoins alimentaires intérieurs s'accroissaient en se modifiant avec l'élévation du niveau de vie, la concentration de la population dans les villes et l'essor du tourisme. L'agriculture vivrière héritée de la période coloniale, archaïque et peu productive, l'élevage dont la faiblesse est un héritage structurel du système de la plantation, se révèlent de plus en plus incapables de satisfaire des besoins alimentaires de plus en plus importants et diversifiés (15).

JAMAÏQUE			
Importations de produits alimentaires en valeur (millions de dollars)	777,362	945,598	963,652
Exportations de produits alimentaires en valeur (même unité)	548,858	765,538	858,97
Taux de couverture des importations et exportations	71 %	81 %	89 %
Importations de céréales (en tonnes)	34000 ( 1974 )	418 000 (1988 )	-
Quantité par habitant (en kilo)	168,3	185,7	-

TRINIDAD-ET-TOBAGO			
Importations de produits alimentaires en valeur (millions de dollars Trinidadians)	792,4	1 024,5	753
Exportations de produits alimentaires en valeur (même unité)	200	130,5	320,5
Taux de couverture des importations et exportations	25 %	13 %	43 %
Importations de céréales (en tonnes)	208 000 (1974)	212 000 (1988)	-
Quantité par habitant (en kilo)	200	176,7	-

Sources : Annual Statistical Digest of Trinidad-and-Tobago, South America Central America and the Caribbean, Europa Publications Ltd, Londres, Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le Monde, 1990 (pour les données concernant les importations de céréales).

Ces données numériques appellent plusieurs observations. Le déficit de Trinidad-et- Tobago est considérable : le redressement de 1988 est beaucoup plus dû au ralentissement de la consommation intérieure consécutive à la baisse du pouvoir d'achat qu'à une relance notable des cultures de plantation. On retrouve à la Jamaïque une situation très semblable ; les importations de produits alimentaires y piétinent non pas parce que les besoins sont satisfaisants mais en raison de la baisse du pouvoir d'achat. On a déjà indiqué plu haut que l'inflation touchait particulièrement les produits alimentaires aussi bien ceux qui sont importés que ceux produits localement dont beaucoup se raréfient (les racines, tubercules tropicaux, les fruits eux-mêmes autrefois si abondants, les



Thème 1 : Territoire et violence politique

poissons de la pêche locale sont devenus inabordables et manquent)... L'augmentation des recettes d'exportation est le résultat d'une certaine relance de la production sucrière, tentée au milieu des années quatre-vingts avec quelques résultats positifs, le déclin ayant été arrêté, mais probablement pour une courte durée. Les quotas d'exportation vers la C.E.E. garantis par les Accords de Lomé (118 300 t pour la Jamaïque, 69 000 t pour Trinidad) avec des prix beaucoup plus rémunérateurs que sur le marché libre comme nous l'avons indiqué pour la Guyane, ont favorisé cette relance. Il aurait été paradoxal que la baisse de la production ait rendu ces pays incapables d'honorer les quotas.

Voici pour les deux pays l'évolution de la production des principales cultures d'exportation.

JAMAÏQUE	1965*	1971	1980	1984	1986
Sucre de canne (en tonnes)	541 000	430 000	251 000	192 820	200 287

\* Année du maximum de production

JAMAÏQUE	1966*	1979	1980	1984	1986
Bananes (en tonnes)	200 274	650 000	cyclone Allen	192 820	200 287

\* Année du maximum de production

En outre, production et exportations d'agrumes, en déclin également au cours des années quatre-vingts, d'un quart environ.

TRINIDAD-ET-TOBAGO	1961*	1972**	1980	1984***	1988
Sucre de canne (en tonnes)	254 000	-	112 100	66 100	91300

\* Année du maximum de production

\*\* Jusqu'en 1972 la production reste au-dessus de 200 000 t, puis elle commence à baisser

\*\*\* Année du minimum de production

TRINIDAD-ET-TOBAGO	1960	1980	1985	1988
Cacao (en tonnes)	5 000	2 380	1 307	1 795

Source : idem que pour la balance des échanges de produits alimentaires

Depuis le cyclone Allen de 1980, la Jamaïque a pratiquement disparu comme exportateur notable de bananes alors qu'elle bénéficie comme les îles humides des Petites Antilles, Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenade, des avantages prévus par les Accords de Lomé sur les marchés communautaires. La chute de l'économie sucrière de Trinidad est presque aussi spectaculaire ; en 1984, la quantité de sucre produite s'est située au-dessous du quota garanti par les Accords de Lomé. Quant à celle de cacao, elle n'existe plus guère que pour mémoire, alors que Trinidad-et-Tobago a été autrefois l'un des grands producteurs mondiaux et que son cacao réputé pour sa finesse est très prisé par les chocolatiers et se vend donc à un prix intéressant. Les exportations d'agrumes et de café qui jouaient aussi un rôle non négligeable, ont disparu au cours des années quatre-vingts, la production étant juste suffisante pour le marché intérieur.

### *Les difficultés des industries extractives*

L'extraction et la première transformation de la bauxite en Guyane et à la Jamaïque, celle des hydrocarbures et leur raffinage à Trinidad sont depuis longtemps dans ces pays des secteurs clés de l'économie. Ces activités n'assurent pas beaucoup d'emplois mais elles constituent le principal poste d'exportation (en moyenne entre la moitié et les deux tiers à la Jamaïque, selon les années, autour de 50 % en Guyane, de 80 % à Trinidad-et-Tobago), une part importante du P.I.B. (un quart en Guyane

Thème 1 : Territoire et violence politique

et à Trinidad-et-Tobago, 15 % à la Jamaïque), et des revenus des Etats pour les taxes et impositions diverses provenaient d'elles directement ou indirectement.

Or ce ne sont plus, depuis déjà une quinzaine d'années, pour la bauxite, et le début des années quatre-vingts pour les hydrocarbures, des activités dynamiques dans ces pays, qui plus est, les activités de traitement, grillage de la bauxite, fabrication d'alumine dans le cas de la Guyana et de la Jamaïque, raffinage des hydrocarbures à Trinidad, ont également reculé ou complètement disparu.

Voici le bilan de l'évolution que l'on peut établir pour ces différentes activités :

- *Bauxite à la Jamaïque :*

Début de la production au début des années cinquante : 2 700 000 t (1955).

Maximum de la production, 2e rang mondial : 15 337 000 t (1974).

Reynolds cesse ses activités en 1984, Alcoa ferme l'usine d'alumine en 1987.

Production min. en 1985 :

	1980	1983	1985	1988	1989
millions de tonnes	-	7,5	6,1	7,409	9,395

A noter que la reprise récente de la production est due à un meilleur état du marché mondial de minerai consécutif à une certaine de la demande dans les pays développés.

- *Bauxite en Guyana\* :*

L'un des plus anciens producteurs du monde (début en 1916) : 450 000 t (1938), 1 134 000 t (1946)

Maximum de la production : 4 417 000 t

Fermeture de l'usine de fabrication d'alumine en 1983 (capacité de traitement de plus de 1 000 000 t).

	1974	1978	1980	1988	1989
millions de tonnes	3,306	3,450	1,8	1,774	1,340

- *Hydrocarbures à Trinidad (production de pétrole) :*

L'un des plus anciens producteurs du monde

1909 : Premières exportations

1946 : 2 936 000 t

1970 : 7 223 000 t

Essor de la production off-shore dans l'Atlantique :

1974 : 9 456 000 t

1978 : 12 000 000 t

1980 : 10 000 000 t

Déclin général de la production :

1988 : 7 700 000 t

1989 : 7 770 000 t

Source : idem que pour les cultures de plantation

Thème 1 : Territoire et violence politique

L'accroissement de la production de gaz naturel compense quelque peu la baisse de celle de pétrole brut. Elle est passée de 1,6 milliard de m<sup>3</sup> en 1978 à 4,6 milliards de m<sup>3</sup> en 1989. Cet essor s'explique par le développement des exportations de gaz liquéfié depuis 1982-1983 (4,3 % de la valeur totale des exportations en 1988) et par l'accroissement des activités du complexe de fabrication de composants de base d'engrais azotés (ammoniac, urée) de la Compagnie US Grâce (1,4 % de la valeur totale des exportations en 1980, 15,8 % en 1988). La valorisation du gaz naturel que Trinidad possède en abondantes quantités tend à devenir intéressante, et elle peut dans les années à venir de rattraper le déclin pétrolier.

*Le raffinage des hydrocarbures*

Considérablement développé au cours des années cinquante et soixante avec la construction d'un complexe d'une capacité de 22 825 000 t (28<sup>e</sup> rang mondial) pour traiter du brut importé du Proche Orient et réexporter vers les Etats-Unis des produits lourds pour lesquels ils sont déficitaires, cette activité a commencé à baisser brutalement à partir de 1979-1980. La Texaco qui est le principal opérateur, a menacé de fermer totalement ses installations en 1983, et il a fallu que le gouvernement les rachète à cette compagnie pour éviter leur fermeture, ce qui aurait été une véritable catastrophe pour le S.O. de l'île où elles sont implantées. De toute façon, la capacité de raffinage a été réduite à 15 000 000 t par an et l'exportation de produits raffinés s'est abaissée de 52,6 % de la valeur totale des exportations en 1980 à 30,8 % en 1988 ; en valeur absolue cette baisse a été de près de 70 %.

*Le ralentissement général de l'activité économique*

En réalité c'est l'ensemble de l'activité économique qui a reculé au cours des années quatre-vingts dans les trois principaux Caraïbes anglophones. Seul le tourisme a quelque peu échappé à la dégradation économique générale. Le mouvement et les recettes touristiques ont augmenté à la Jamaïque (950 000 visiteurs en 1986 et près de 500 millions de dollars US de recettes) de même qu'à Trinidad-et-Tobago où cette activité constitue désormais la troisième ressource. On connaît ses avantages au niveau de la création d'emplois et des recettes en devises fortes; on en connaît aussi les inconvénients localement et la fragilité avec sa grande dépendance de la situation politique et sa sensibilité aux problèmes de sécurité. A cet égard, la Jamaïque ne présente pas le visage le plus serein, la délinquance quotidienne et la violence politique lui sont préjudiciables (les émeutes de janvier 1984 ont par exemple fait chuter la fréquentation, en pleine haute saison touristique). A Trinidad-et-Tobago où l'activité se concentre dans cette petite île calme et plus facile à contrôler, l'insécurité joue moins, mais il est évident que la tentative de putsch armé d'août 1990 n'a pas contribué à lui donner l'image d'un pays calme. A noter que la Guyana, ne put compter sur une telle ressource, faute de possibilités pour le tourisme balnéaire.

Les petites industries manufacturières de biens de consommation courants créées, surtout à la Jamaïque et à Trinidad-et-Tobago depuis les années cinquante grâce à une politique incitative de l'Etat, soit pour remplacer les importations (industries dites de substitution), soit pour satisfaire l'ensemble du marché des pays Caraïbes dans le cadre d'un accord de libre-échange (Caribbean Free Trade Area de 1965 à 1973 puis Caribbean Common Market qui lui a succédé) ou encore pour exporter vers les marchés nord-américains grâce à leur meilleur coût de production, ont-elles aussi connu une forte récession. Les marchés intérieurs se sont contractés à cause de la baisse du pouvoir d'achat ; le marché nord-américain devenant moins accueillant à cause de la concurrence féroce des nouveaux pays du Président Reagan d'ouvrir plus largement le marché U.S. aux produits industriels de la Caraïbe préconisée par l'initiative pour le bassin des Caraïbes lancée en 1982.

Ce ralentissement de l'activité économique s'est évidemment traduit par la baisse du commerce extérieur. Exportant moins, afin de ne pas trop déséquilibrer la balance commerciale, les gouvernements ont réduit autoritairement les importations, allant jusqu'à les continger, ce qui n'a pas manqué de provoquer des pénuries, des hausses des prix spectaculaires et des trafics clandestins.

## **II. QUELQUES REFLEXIONS SUR LES ORIGINES DE LA CRISE EN GUYANA, LA JAMAÏQUE ET TRINIDAD-ET-TOBAGO**

Nous ne pouvons pas dans ces quelques pages procéder à une analyse exhaustive des origines de la crise aux aspects multiformes dans laquelle se trouvent plongés ces pays. Elles sont évidemment complexes, elles résultent de la combinaison de faits très diversifiés à la fois extérieurs et intérieurs. De l'extérieur, ce sont surtout des contraintes économiques qui agissent. Nous ne reprendrons pas les contraintes bien connues qui peuvent s'exercer sur de nombreux P.V.D. mais celles qui sont plus spécifiques à ces pays. A l'intérieur, mis à part les structures économiques héritées du système colonial de la plantation et la démographie qui n'est pas bien maîtrisée, ce sont des faits purement politiques ou d'origine politique qui doivent être retenus.

### **1) Le poids des contraintes extérieures**

L'économie de ces trois pays étant par nature extravertie depuis l'époque coloniale et très indépendante des échanges extérieurs, elle subit fortement les variations de la conjoncture internationale et en particulier celles de la situation économique aux Etats-Unis qui sont devenus depuis l'effacement de la Grande-Bretagne dans la région, la puissance économique dominante. La Grande-Bretagne ne joue plus guère de rôle important que comme client des denrées agricoles ; vieux legs colonial qu'elle a fait entériner et dont elle prolonge la survie par les Accords de Lomé. Toute récession aux Etats-Unis ne peut avoir que de fâcheuses répercussions dans ces pays. Plus concrètement un ralentissement de la demande aux Etats-Unis en hydrocarbures bruts et raffinés, en aluminium, en articles de l'habillement, se traduit par la baisse des exportations de ces pays, sans qu'ils puissent la compenser par l'apparition de nouveaux clients car on ne modifie pas rapidement les courants commerciaux à longue distance et parce que les activités sont presque entièrement contrôlées par de grosses sociétés U.S. (du moins avant les nationalisations dont nous parlons plus bas) qui ralentissent automatiquement leurs activités quand le marché entre en récession. C'est ce qui s'est produit au tournant des années quatre-vingts.

En dehors de ces variations cycliques de l'activité économique, on sait qu'il se produit des modifications dans les utilisations de matières premières ou de l'énergie qui entraînent la diminution de la demande. Malheureusement pour nos trois pays, de telles modifications ne sont produites dans l'utilisation de l'aluminium et des hydrocarbures raffinés lourds (mazout, fuels). L'aluminium est de plus en plus concurrencé par les matériaux synthétiques dans les constructions). Du fait de ces concurrences, l'aluminium n'a pas continué dans les vieux pays industrialisés l'ascension qu'il avait connue des années cinquante à la fin des années soixante-dix. Aux Etats-Unis qui sont l'unique client de la Jamaïque, la consommation a diminué de 10 % entre 1974 et 1988, c'est-à-dire y compris pendant la prospérité reaganienne. On peut en outre citer l'exemple de la diminution de l'utilisation des hydrocarbures lourds aux Etats-Unis, à la suite de la mise en oeuvre de la politique d'économie d'énergie et de la lutte contre la pollution industrielle.

Dans ces circonstances, le choix des grandes sociétés quant au maintien ou à l'arrêt de certaines de leurs activités, joue évidemment un rôle très important. Les avantages respectifs offerts par les pays où les activités sont implantées peuvent être décisifs dans l'orientation de la stratégie

Thème 1 : Territoire et violence politique

des localisations de leurs activités. En ce qui concerne la bauxite, les grandes sociétés ALCOA, ALCAN Reynolds, Kaiser, ont préféré privilégier l'Australie où les énormes gisements ne présentent aucun risque d'exploitation, la Guinée et le Brésil, où les gisements sont bien situés et d'excellente qualité à cause de leur forte teneur en métal. Dans cette stratégie ni la Jamaïque ni encore moins la Guyana ne sont très bien placés, cela d'autant plus que leurs Gouvernements ont poursuivi depuis le début des années soixante-dix une politique qui n'a pas été des plus favorables à ces compagnies comme nous le verrons plus loin. Les gisements des deux pays Caraïbes sont plus dispersés et surtout de moindre teneur que leurs rivaux (ceux du Surinam, voisin de la Guyana, sont par exemple plus riches et les gisements inventoriés ont de très grosses réserves). De plus, la Jamaïque étant dépourvue de ressources énergétiques bon marché telle que l'hydroélectricité, le gaz naturel, ne peut bénéficier de toute la chaîne de fabrication de l'aluminium depuis le minerai ; on n'y a jamais envisagé d'implanter une usine de production d'aluminium à partir de l'alumine (qui utilise le procédé par électrolyse très gros consommateur d'électricité). La Guyana a un énorme potentiel hydroélectrique, mais coûteux à mobiliser ; aucune des deux compagnies de la bauxite installées dans le pays, la DEMBA, filiale d'ALCAN, ni REYNOLDS, n'a envisagé d'investir dans ce domaine (contrairement à la SURALCO (16) du Surinam qui n'a équipé la rivière du même nom d'un barrage hydroélectrique pour alimenter une usine de fabrication d'aluminium. Si bien qu'aucun de ces deux pays ne tire le meilleur parti de ses ressources en bauxite.

La politique des compagnies pétrolières U.S. à Trinidad et surtout le cloisonnement qui existe entre elles, sont aussi lourds de conséquences pour le pays. L'essentiel de la production (70 %) provient en effet de puits off-shore du plateau continental de l'Atlantique exploités par AMOCO. Or cette société qui s'était vue confier par le gouvernement trinidadien des concessions dans cette partie du territoire pour relancer la production de terre ferme qui déclinait au cours des années soixante, ne possède pas sur place de raffinerie ; si bien qu'elle exporte le brut qu'elle produit. Situation paradoxale étant donné que l'énorme raffinerie de la Texaco doit importer la majeure partie du brut qu'elle raffine, la production locale de Texaco étant très insuffisante ; on a vu plus haut que cette raffinerie avait été en réalité conçue pour traiter des bruts importés et exporter des produits raffinés. Aucune collaboration n'existant entre Texaco et Amoco, il n'a jamais été envisagé de traiter le brut extrait par celle-ci dans la raffinerie de la Texaco ! Actuellement cette raffinerie fonctionne au ralenti alors que le brut extrait par Amoco part vers l'étranger tel quel. Alors que les ressources s'épuisent, Trinidad aurait besoin de valoriser le plus possible le brut qu'elle produit. Il ne semble pas que jusqu'à présent le Gouvernement trinidadien ait eu le moyen d'amener ces deux très importantes sociétés à collaborer sur son territoire. En a-t-il eu la volonté ou même le désir ? On ne peut que constater que ce problème très important n'a pas été jusqu'à présent porté publiquement au niveau des instances politiques du pays. En réalité, au cours de la dernière décennie, le gouvernement s'est surtout préoccupé d'inciter les compagnies pétrolières, à commencer par la compagnie nationale de maintenir la production à bon niveau (9 à 10 millions de tonnes). Ce qui compte tenu de l'épuisement des réserves n'est pas facile et pose le problème de la rentabilité des puits, et aussi de maintenir l'activité de la raffinerie géante de la Texaco. Il faut reconnaître que Trinidad n'est pas dans une situation favorable dans le concert des pays pétroliers qui n'a cessé de s'élargir depuis la première hausse massive du brut 1974. L'île et le vaste plateau continental qui l'entoure font partie des plus anciennes zones pétrolières exploitées comme la région de Bakou, la plaine roumaine ou certaines parties du Middle West aux États-Unis ; dans une situation de vive concurrence quant au prix de revient du brut, elle est déjà peu à peu délaissée. Il lui reste heureusement le gaz naturel, dont elle tire de plus en plus de parti (la fabrication des composants de base des engrais azotés indiqués plus haut, il faut ajouter que toute l'électricité est produite dans des turbines à gaz à prix intéressant).



Quoi qu'il en soit, la marge de manoeuvre du gouvernement trinitarien vis-à-vis des campagnes pétrolières US est faible, de même que celle des gouvernements guyanais et jamaïcains vis-à-vis des compagnies de la bauxite.

## **2) Contraintes internes, insuffisances et erreurs de la gestion publique**

Des erreurs dans le choix du rôle de l'état dans la politique économique commises surtout au cours des années soixante-dix et des insuffisances dans la gestion intérieure aussi bien au niveau des activités économiques contrôlées par l'Etat que dans les tâches administratives dévolues à celui-ci ont aussi beaucoup contribué à la crise actuelle. A la décharge des responsables politiques, il faut souligner qu'ils ont eu à faire face constamment à deux contraintes difficiles à contourner : d'une part l'héritage des structures économiques coloniales et d'autre part, la croissance démographique, ralentie certes, mais toujours responsable de l'arrivée de très nombreux jeunes sur le marché du travail. Arrêtons-nous quelque peu à ces contraintes pour en mesurer le poids.

### *Le poids des structures économiques éclatées*

Fait bien connu, mais qu'il convient de ne pas oublier, la période coloniale a légué à ces pays comme à beaucoup d'autres tout le contraire d'un tissu économique national, c'est-à-dire d'un ensemble d'activités diversifiées, hiérarchisées, entre lesquelles existe une multitude de liens entrecroisés avec des enchaînements de productions. Ces pays au moment de leur indépendance héritent de quelques activités économiques juxtaposées, sans liens organiques d'aucune sorte entre elles, contrôlées on l'a vu par de grosses sociétés américaines et britanniques dont les implantations d'activités sont diversifiées et pour lesquelles ces pays ne sont que des sites d'intervention parmi d'autres et dont certains sont plus importants qu'eux. Les petites industries n'ont pas permis de constituer un véritable tissu industriel interdépendant entre ces pays dans le cadre de la zone de libre échange indiquée plus haut (actuellement le CARICOM). Localement ces petites industries se sont ajoutées aux activités qui existaient déjà, sans que s'établisse aucun lien avec celles-ci. Ni les compagnies minières, ni les sociétés sucrières n'ont investi dans les industries manufacturières, ou d'autres nouvelles activités, elles n'ont pas non plus établis de liens technologiques avec elles. Une partie des capitaux est cependant venue des « conglomérats familiaux », de ces puissantes familles locales aux activités multiformes, dont les assises économiques principales reposaient autrefois sur l'exploitation de plantations et qui ont glissé ensuite vers le négoce, la représentation commerciale, l'assurance, et plus récemment vers l'immobilier. De cette façon, l'émergence des industries manufacturières a permis la mise en place d'éléments d'un tissu économique local. Mais, beaucoup de ces industries manufacturières travaillent des produits semi-finis ou des composants importés, et de toute façon utilisent des brevets de fabrication américains ou britanniques, ce qui limite singulièrement la portée de la mise en place d'éléments d'un tissu économique local. Il faut ajouter que l'autre partie des capitaux à l'origine de ces industries manufacturières vient des Etats-Unis et secondairement du Canada et qu'elles ne sont le plus souvent que de petites filiales de sociétés importantes dont la production est en majeure partie destinée à être exportée vers ces pays. Ce qui les rend très fragiles et elles aussi très indépendantes des marchés extérieurs, comme les plantations. On retrouve une situation très comparable dans les activités touristiques de la Jamaïque et de Trinidad-et-Tobago. Les grands équipements hôteliers ont été construits par des chaînes Nord-américaines (Sheraton, Holliday's Inn, Hilton, etc.), les établissements moyens plutôt par des intérêts locaux. Mais l'approvisionnement alimentaire de la clientèle est pour une part importante importée à cause des carences de l'agriculture et de l'élevage locaux. Au moment de la construction, il y a eu un effort suscité par les gouvernements pour utiliser le plus possible les fabrications locales (matériaux de construction, ameublement, etc.), mais cette tentative d'établir des liens avec d'autres

Thème 1 : Territoire et violence politique

secteurs de l'économie ne s'est que peu poursuivie au niveau de l'exploitation des établissements hôteliers.

Depuis leur indépendance, ces pays se trouvent donc confrontés comme beaucoup de pays en voie de développement, à ce problème hérité de la période coloniale : comment créer un tissu économique national à partir d'activités aussi disparates ? Les gouvernements ont cru pouvoir répondre à cette légitime préoccupation en s'emparant du contrôle des plus importantes d'entre elles. Mais la main mise de l'Etat peut-elle remplacer le système de relations entre des entreprises diversifiées qui peut seul former un tissu économique national ?

*La croissance démographique reste élevée*

Bien qu'elle ait beaucoup diminué depuis le courant des années soixante, la croissance de la population reste dans un très grand nombre de pays, assez élevée. Dans sept pays, elle a été pendant la période de 1980 à 1989 supérieure à 1 % par an, les plus forts taux étant atteints au Belize, à Sainte-Lucie, aux Bahamas et à Trinidad-et-Tobago (cf. tableau II). Il n'y a guère que Saint-Kitts-Nevis dont la population aurait même diminué pendant la période, la Barbade et Antigua-Barbuda qui aient des taux de croissance modestes, celui de la Guyana étant aussi assez faible par rapport à la période antérieure de forte croissance. Au total, on peut estimer à un peu plus de 1 % par an, la croissance moyenne de la population de l'ensemble de ces pays, ce qui donne grosso modo 60 000 habitants supplémentaires ; qu'il faut bien entendu prendre en charge; d'ici à l'an 2000, ce taux peut aboutir à quelque 500 000 habitants supplémentaires. Comment se présentent les termes du problème démographique ?

La mortalité générale est partout très basse, de l'ordre de 6 à 7 %. Elle peut encore diminuer car la mortalité infantile n'est pas des plus basses qui soient et on peut aussi gagner sur la longévité. Sauf si les conditions de vie se dégradent trop, la mortalité générale devrait baisser à 4 ou 5 %.

La natalité a certes beaucoup diminué depuis les records des années cinquante (taux de 35 à 40 %), mais sauf à la Barbade et à Antigua-Barbuda où la population a renversé son comportement nataliste antérieur, les campagnes pour le contrôle des naissances n'ont eu dans les autres pays qu'un demi-succès. On constate que la fécondité y est souvent plus proche de 3 que de 2 (simple renouvellement des générations). Belize, Sainte-Lucie, Grenade, ont conservé des comportements nettement natalistes. Belize, sous-peuplé dispose de vastes ressources inexploitées, en particulier en terres cultivables, tel n'est pas le cas de ces deux îles. Il faut dire qu'il y a une cause structurelle au maintien d'une assez forte fécondité, l'arrivée à l'âge adulte des classes d'âge nombreuses nées dans les années soixante ; il semble difficile d'obtenir d'elles qu'elles se contentent de un ou deux enfants. D'après les projections démographiques, il faudra attendre vers 2020 à 2030 pour que la population des pays Caraïbes anglophones devienne stationnaire. La Jamaïque aurait alors quatre millions d'habitants (densité 350), Trinidad-et-Tobago deux millions d'habitants (densité 390). En définitive, actuellement, seules la Barbade et Antigua semblent avoir résolu leur problème démographique en maîtrisant la fécondité de leur population. Il est vrai que celle-ci a le niveau d'éducation le plus élevé, ces deux îles ayant été les plus anciennes colonies britanniques de la région.

Depuis les années cinquante l'émigration vers les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne a été l'exutoire d'une proportion élevée de la croissance naturelle des Antilles anglophones et même la Guyana qui, bien que sous-peuplée a laissé partir beaucoup d'émigrants faute de création suffisante d'emplois. Certaines années, c'est plus de la moitié, voire les trois quarts de l'équivalent de la croissance naturelle qui a émigré (surtout pendant la période 1965-1975). Si la Grande-Bretagne a limité sévèrement l'immigration dès 1961 par une loi instituant des quotas ne permettant

Thème 1 : Territoire et violence politique

en fait que des rapprochements familiaux pour les Antillais anglophones, les Etats-Unis et surtout le Canada sont restés très accueillants jusqu'à la récession économique qui a suivi le premier choc pétrolier. Jusqu'alors ils se sont plus ou moins servi de leurs possibilités d'accueil pour soulager les tensions sociales intérieures et atténuer les risques politiques dans les pays Caraïbes anglophones, préférant laisser entrer des anglophones proches de leur culture plutôt que des hispanophones par exemple. Mais cette politique longtemps pratiquée est devenue sous les présidences de R. Reagan plus restrictive en nombre et plus sélective, le Canada restant un peu plus ouvert.

Il faut ajouter que les quelques pays antillais tels que les Bahamas, les Iles Cayman, Saint-Martin par exemple qui pouvaient accueillir des immigrants grâce à leur forte croissance économique voient aussi leurs possibilités se réduire. De toute façon, celles-ci ne peuvent être que limitées vu leur taille. Il n'y a donc plus actuellement dans l'archipel et aux alentours de centre économique dynamique dans un pays manquant de main d'oeuvre susceptible d'attirer les immigrants antillais anglophones. Ils sont donc condamnés comme les Haïtiens et les Dominicains à rester dans leur pays, ou à tenter d'immigrer clandestinement. Il faut donc craindre de ce fait, une aggravation des tensions sociales dans les pays Caraïbes anglophones les plus touchés par la récession économique et peut être aussi chez ceux qui réussissent à y échapper mais qui n'ont pas encore maîtrisé leur fécondité.

*Problèmes politiques intérieurs, erreurs et insuffisance de la gestion publique*

Face aux héritages et aux contraintes qui viennent d'être rapidement évoqués les problèmes politiques intérieurs, certains choix concernant en particulier le rôle de l'Etat dans l'économie qui à l'origine pouvaient paraître légitimes mais qui se sont révélés être à l'expérience malencontreux, des insuffisances dans la gestion des affaires publiques ont été et sont toujours lourds de conséquences.

Bien que chacun de ces pays ait ici ses particularités, quelques faits communs méritent d'être relevés : à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, leurs gouvernements ont estimés nécessaire de développer l'emprise de l'Etat sur l'économie, en étatisant après rachat négocié des filiales de compagnies étrangères contrôlant des secteurs considérés comme vitaux de l'économie mais aussi il faut le souligner comme étant un enjeu social par la masse de population concernée (cas du secteur sucrier) et même politico- syndical (poids des syndicats dans le secteur extractif) ; un autre fait commun à ces trois pays est qu'aucun d'entre eux n'a tenté sérieusement de transformer les structures de production héritées du système de la plantation, les directives des plans de développement économique et social dont ils se sont dotés restant surtout au niveau des vœux et n'aboutissant qu'à de très timides débuts d'exécution dans l'agriculture ou l'élevage ; enfin leurs gouvernements ont augmenté considérablement le nombre de fonctionnaires accroissant beaucoup les dépenses de fonctionnement de l'Etat, puisant dans les ressources provenant des exportations et privant aussi les entreprises étatisées des investissements nécessaires à leur modernisation ou d'autres secteurs de l'activité. On voit donc que bien qu'ils soient dotés d'institutions démocratiques, ces pays n'ont pas échappé comme beaucoup d'autres P.V.D. à des politiques intérieures qui à l'expérience se sont révélées être très préjudiciables pour ne pas dire désastreuses. La responsabilité des choix et des pratiques des pouvoirs politiques en place est évidente. Dans une situation de sous-développement avec le taux de chômage élevé qui a été indiqué plus haut et de recherche d'une identité nationale dans ces petits pays marqués par l'héritage socio-culturel complexe du système des plantations sucrières, on est obligé de reconnaître que le système démocratique fonctionnant sur le bipartisme à la manière britannique à des effets pervers. La compétition entre le parti au pouvoir et l'opposition conduisant à la fuite en avant nationaliste, à l'accroissement de l'emprise de l'Etat sur les domaines les plus variés et à son utilisation pour élargir et satisfaire les appétits d'une clientèle exigeante. L'Etat, le pouvoir deviennent source d'inspiration pour la quête de l'identité nationale. On

Thème 1 : Territoire et violence politique

comprend alors la vivacité de la compétition entre les protagonistes pour contrôler l'Etat comme cela se produit à la Jamaïque entre le People's National Party et le Jamaica Labour Party avec le risque de perturber la vie économique du pays et de décourager les investissements quand les tensions deviennent trop vives (en 1984-1985 par exemple).

On alors, c'est la main mise sur l'Etat pendant une longue période, les échéances électorales étant respectées, par un parti dirigé par un leader qui réussit à prendre une stature qui dépasse la sphère d'influence de son propre parti. Tel est le cas du People's National Movement (P.N.M.) et du Dr Eric Williams à Trinidad-et-Tobago, et du People's National Congress (P.N.C.) et de Forbes Burnham en Guyana. Le P.N.M. et le Dr Eric Williams présentent un cas assez rare de longévité politique dans un régime démocratique puisqu'ils ont gouverné de 1956 depuis le même régime d'autonomie interne jusqu'en 1986 (décédé en 1981, le Dr Eric Williams avait été remplacé par l'un de ses fidèles jusqu'à la défaite du parti en 1986), fondée sur un mélange subtil d'identification à l'origine du parti à des communautés proches, les Noirs et les Métis, sans que cela entraîne de conflit violent avec la communauté indienne ni l'empêche de se constituer une vaste clientèle grâce au recrutement pléthorique dans la fonction publique favorisé par les années de prospérité pétrolière, et fondée aussi sur un nationalisme anticolonialiste modéré qui a servi de justification idéologique à l'étatisation de secteurs clés de l'économie quand l'occasion se présentait, ce qui a permis au P.N.M. d'étendre le nombre de ses obligés. Ainsi quand en 1970, le Gouvernement de Trinidad prend le contrôle de Caroni Ltd, filiale locale du géant du sucre Tate and Lyle, il se donne les moyens de pourvoir de fonctions lucratives de hauts cadres fidèles du P.N.M. mais aussi il peut espérer tenter de contrôler la nombreuse petite paysannerie indienne des producteurs de canne qui approvisionne les sucreries de Caroni Ltd, et qui jusqu'alors lui échappait politiquement en jouant le rôle de base électorale du parti d'opposition. Mais évidemment, rien ne garantissait alors la capacité de gestionnaire de l'Etat ni qu'il procéderait le cas échéant aux investissements nécessaires pour maintenir et moderniser l'outil de production. La chute de l'économie sucrière que nous avons décrite plus haut montre que l'Etat trinidadien s'est révélé être un mauvais propriétaire et de surcroît un mauvais gestionnaire des ressources en terres cultivables du pays puisque les champs de canne abandonnés restent actuellement inutilisés alors que la dépendance alimentaire s'accroît. Il faut reconnaître que la prise de contrôle par l'Etat de compagnies étrangères intervenant dans des secteurs clés de l'économie (en plus de Caroni Ltd, il y a eu les filiales locales de B.P. et de Shell pendant la même période et plus récemment celle de Texaco) n'est pas intervenue à la suite d'un programme volontariste, mais plutôt d'une manière empirique en fonction des circonstances et en particulier à la suite de difficultés des entreprises concernées pouvant aller jusqu'à la cessation d'activité. Ce qui a permis au Gouvernement de Trinidad de justifier de son intervention par son souci de maintenir des activités intéressantes pour l'emploi et la création de richesses. Mais l'Etat-P.N.M. ne s'est pas limité à ces interventions ponctuelles, il s'est fait lui-même promoteur, créant soit seul, soit en groupement commun (joint venture) avec des sociétés étrangères, des établissements industriels. Depuis le milieu des années soixante-dix, on a ainsi vu sortir de terre sur la côte en bordure du Golfe de Paria le complexe industriel de Point Lisas comprenant principalement une grosse centrale thermique de la Compagnie Nationale d'Electricité utilisant du gaz naturel, deux usines de fabrication de composants d'engrais azotés (une à la Compagnie US Grace, l'autre en joint venture), une usine de liquéfaction du méthane pour l'exportation appartenant à la Compagnie d'Etat qui a le monopole de la commercialisation des transports et du traitement du gaz naturel produit dans les pays par les compagnies pétrolières, une usine sidérurgique fabriquant des produits semi- finis à partir du fer importé du Venezuela proche appartenant aussi à une compagnie d'état créée pour lancer cette activité inconnue jusqu'alors dans le pays. Conçue au début des années soixante-dix, l'idée qui est à la base du complexe du Point Lisas pouvait paraître bonne (elle a d'ailleurs été mise en oeuvre ailleurs) : valoriser les ressources énergétiques, ici le gaz naturel, en créant des industries grosses consommatrices soit comme source d'énergie, soit comme

Thème 1 : Territoire et violence politique

matière première, pour exporter leurs productions sur les marchés internationaux, le financement étant assuré par les revenus pétroliers de l'Etat et par appel à des investissements étrangers. En soi, elle peut sembler intéressante surtout pour un pays comme Trinidad dont la production de brut est en voie d'épuisement et coûteuse à exploiter. Mais compte tenu des délais de mise en oeuvre d'un tel projet nécessairement longue, la crise due au premier choc pétrolier est intervenue puis la seconde si bien que le gouvernement trinidadien s'est trouvé disposer de ressources en pétrodollars très importantes sans pouvoir intéresser suffisamment d'investisseurs étrangers à son projet. En somme, il arrivait à contretemps, les grandes puissances industrielles entrant en récession. Si bien que le Dr Eric Williams décidé à la mener à bien, fit intervenir massivement les fonds publics dont il disposait pour suppléer aux capitaux privés étrangers défailants. Le montant total des investissements n'est pas connu, probablement un milliard de dollars, ce qui peut sembler très important pour un petit pays, mais il faut remarquer qu'il a fallu tout aménager et importer des technologies inconnues dans le pays avec les cadres compétents. A l'expérience, il s'est avéré que les projets concernant la valorisation directe du gaz (production du marché international ; la reprise économique aux Etats-Unis sous les présidences Reagan les favorisant (on a vu plus haut la croissance des exportations de ces produits). Par contre, le projet d'usine sidérurgique que le gouvernement trinidadien s'est obstiné à réaliser alors que le marché international entraînait dans une récession durable, s'est révélé être une erreur très coûteuse. La Compagnie d'Etat Iron and Steel Company of Trinidad-et-Tobago qui fait fonctionner l'entreprise de Point Lisas a toujours été lourdement déficitaire. L'Etat a certainement perdu dans l'opération plusieurs centaines de millions de dollars US et il a fallu qu'il fasse appel en 1986 non sans difficulté pour les convaincre, à des entreprises européennes pour les associer à une formule de joint venture avec la compagnie sidérurgique d'Etat. De part la volonté du Dr Eric Williams, Trinidad-et-Tobago est devenu un pays exportateur de produits sidérurgiques depuis 1982, mais à quel prix ! Largement excédentaire en capitaux à la suite des hausses des cours du pétrole de 1974 et de 1979, le pays a dû s'endetter lourdement pour réaliser ce rêve industriel déphasé dans le temps, disproportionné par rapport à ses moyens et surtout inadapté aux besoins d'emplois, car en définitive sauf pendant la période des chantiers, il en a peu créé eu égard au capital investi. Il aurait certainement mieux valu utiliser les sommes englouties pour l'usine sidérurgique à entreprendre la reconversion des plantations sucrières qui occupent les meilleures terres des pays, en exploitations agricoles pour le marché intérieur ou bien même aménager les très belles ressources touristiques de la côte nord de Trinidad et de promouvoir encore plus celles de Tobago.

En Guyana, les orientations de la politique économique du People's National Congress dirigé par F. Burnham jusqu'à sa mort en 1985, et poursuivies par son successeur Desmond Hoyte jusqu'en 1987-1988 ne sont pas sans rappeler celles du P.N.M. et d'Eric Williams à Trinidad-et-Tobago. On y retrouve la même main mise de l'Etat sur les grands secteurs de l'activité avec la nationalisation de l'économie sucrière en 1976 (rachat de Booker Mac Connell qui contrôlait 90% de la production), et celle des compagnies de la bauxite DEMBA (filiale d'ALCAN), et REYNOLDS en 1971 et en 1974. Mais avec toutefois de notables différences : les revenus miniers ne sauraient se comparer à ceux des hydrocarbures dont Trinidad-et-Tobago a bénéficié si bien que la Guyana ne dispose d'aucun moyen de financement pour créer de nouvelles activités, par exemple aménager de nouveaux polders sur les terres fertiles mais marécageuses et salées de la plaine côtière ce qui permettrait de diminuer la pression démographique sur les anciens polders ; la vie politique guyanaise est marquée par de vives tensions et une compétition aigüe entre le P.N.C. et le People's Progressive Party fondé autrefois par Cheddy Sagan, marxisant et s'appuyant sur la petite paysannerie indienne alors que le P.N.C. a une base ethnique Noire et Métisse avec un appoint de bourgeoisie indienne et des petites minorités blanche et chinoise. C'est cette compétition qui a incontestablement conduit le P.N.C. à devenir un parti nationaliste, reprenant à son compte le programme du P.P.P. hostile aux grandes compagnies étrangères et à se lancer dans cette véritable



Thème 1 : Territoire et violence politique

fuite en avant des difficultés politiques intérieures qu'ont été les nationalisations des compagnies de sucre et de la bauxite. Evolution qui peut sembler paradoxale étant donné que le P.N.C. avait été soutenu par les Britanniques et les Américains au début des années soixante contre le P.P.P. dans une situation de quasi guerre civile à l'issue de laquelle il arriva au pouvoir en 1964, grâce ne partie à cet appui. Mais une fois installés au pouvoir, F. Burnham et le P.N.C. furent surtout soucieux de s'y maintenir y compris aux dépens des intérêts de leurs anciens tuteurs. Quatre ans après l'indépendance obtenue en 1966, ils rompent avec la Couronne en proclamant la République et déclarent vouloir s'inspirer du socialisme coopératif (nom officiel de l'Etat : République Co-operative of Guyana). En fait, F. Burnham n'aura cessé de couper l'herbe sous le pied du P.P.P. et de tenter d'asseoir son pouvoir personnel, ce qui orientera le régime vers de méthodes autoritaires, les trafics d'influence, le clientélisme et lui fera perdre la confiance des milieux d'affaires nationaux et étrangers ainsi que celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne qui cesseront toute aide économique importante jusqu'en 1986-1987 et bloqueront les possibilités de crédit auprès des instances internationales. L'U.R.S.S. quant à elle, ne s'intéressera jamais vraiment à ce petit pays, isolé géographiquement sur le continent américain. En réalité, bien que la démocratie formelle ait été maintenue avec des élections ouvertes tenues aux échéances et une vie syndicale active ; les quelques vingt-cinq ans de pouvoir du P.N.C. ont fait de la Guyana un pays sinistré, le plus pauvre d'Amérique avec Haïti. Nationalisés sous le prétexte de faire « cesser le pillage du pays » par les compagnies étrangères et d'en tirer un plus grand profit pour le pays, les grands secteurs de l'activité, mal gérés, privés des investissements nécessaires à leur modernisation par un pouvoir qui s'est bercé d'illusions sur les ressources qu'il pouvait en tirer, sont devenues déficitaires, les Compagnies d'Etat chargées de leur fonctionnement (Guymine pour la bauxite, Guyana Sugar Corporation pour le sucre) demeurant de véritables gouffres financiers que l'on doit combler aux dépens du niveau de vie de la population.

Comment la Jamaïque, la Guyana et Trinidad-et-Tobago peuvent-ils sortir de la spirale infernale de l'appauvrissement ? Certaines contraintes extérieures sont évidemment incontournables, par contre des changements intérieurs sont possibles. Par exemple, apaiser le jeu politique et faire cesser la monopolisation du pouvoir pendant une longue période par un seul parti en pratiquant l'alternance, sans qu'elle aboutisse à de trop violentes compétition. La Jamaïque et Trinidad-et-Tobago paraissent engagés dans cette voie. A la Jamaïque, le retour du P.N.P. et de N. Manley en 1989 c'est effectué dans une atmosphère plus détendue ; il est vrai que le parti et son chef paraissant avoir renoncé à leur programme marxisant et étatiste, se réconciliant avec l'économie de marché et cherchant à rassurer les investisseurs potentiels. A Trinidad-et-Tobago, le règne du P.N.M. a cessé en 1986 avec l'arrivée au pouvoir d'une coalition interethnique animée par de jeunes cadres. Mais à l'issue de quatre années de pouvoir, ses résultats ne sont pas probants ; les conflits interethniques latents semblent reprendre le dessus et cette coalition a éclaté en 1990. C'est sur le fond de crise politique qu'a éclaté la rébellion musulmane d'août 1990. La hausse du prix du pétrole consécutive à la crise du Golfe a momentanément masqué les difficultés, l'incertitude politique demeure. Rien n'a été changé à l'emprise de l'Etat sur l'économie et aux méfaits de la bureaucratisation, les timides tentatives pour relancer l'agriculture n'ont pas donné de résultats encourageants. En Guyana, le People's National Congress et le Président Hoyte ont commencé à tempérer le nationalisme outrageux du régime à partir de 1985 afin de tenter de retrouver la confiance des Etats-Unis et surtout... les crédits indispensables auprès des institutions internationales. Mais faute d'opposition suffisamment puissante, la relève du P.N.C. ne semble pas prête. Néanmoins, le pouvoir doit de plus en plus tenir compte des oppositions, en particulier du poids des syndicats des ouvriers des mines de bauxite, du secteur sucrier (des petits paysans indiens et des ouvriers agricoles et des sucreries). Comme à Trinidad, la structure ethnique complexe ne facilite pas l'instauration d'un climat de confiance, les tensions latentes pouvant resurgir et dégénérer en conflit violent.

Thème 1 : Territoire et violence politique

Au plan économique, la marge de manoeuvre des gouvernements est très étroite, le poids de la dette empêchant les réformes en profondeur qui seraient nécessaires : réhabiliter l'agriculture par la reconversion de l'économie de plantation, réduire la dépendance par rapport aux marchés extérieurs en réorientant une partie de l'activité économique vers le marché intérieur et celui du CARICOM (il regroupe 5,5 millions d'habitants). Mais tout cela nécessite, pour être mené à bien, continuité et surtout rigueur dans l'action de l'Etat.

## Notes

(1). Nous ne traiterons ici que des Etats indépendants. Rappelons qu'il existe encore dans la région des territoires ayant le statut de Territoire Britannique Dépendant : les Iles Cayman (259 km<sup>2</sup>, 21 000 habitants) qui sont devenues un paradis fiscal prospère et un centre touristique ; les Iles Vierges Britanniques (153 km<sup>2</sup>, 10 985 habitants en 1980), où le tourisme et les services financiers internationaux, prospèrent également ; Anguilla (96 km<sup>2</sup>, 7 019 habitants en 1984), qui après une période troublée de rattachement à Saint- Kitts-Nevis a préféré revenir sous la houlette de la Couronne en 1969 de facto, et de jure en 1980 seulement qui est devenue un mini paradis fiscal dans une zone des Antilles qui a toujours été très propice aux trafics de toutes natures, Montserrat (102 km<sup>2</sup>, 13 000 habitants en 1985), agricole, touristique et surtout l'un des carrefours des trafics plus ou moins avouables des parages, ravagée par le cyclone Hugo en 1989. Toutes ces petites îles bénéficient d'importantes aides britanniques, communautaires et nord-américaines. Les nombreux émigrés établis en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord contribuent aussi à améliorer leurs maigres ressources. Tous ces petits territoires sont pourvus de gouvernements locaux désignés démocratiquement.

(2). Nous nous sommes livrés à une analyse rapide des origines de la relative prospérité des micro-états anglophones de la Caraïbe orientale dans l'article suivant : les pays A.C.P. de la Caraïbe et la C.E.E., le rôle des Accords de Lomé dans leur développement, *Annales des pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes*, Aix-en-Provence, 1990, p. 157-177.

(3). Pour plus de détails sur la situation de ces pays, au moment de leur indépendance au cours des années soixante ou soixante-dix se reporter aux travaux suivants : J.- C. Giacottino, « Les pays Caraïbes anglophones ». La documentation Française, Problèmes d'Amérique Latine numéro 3949-3950 ; du même auteur, la Jamaïque, dans la même collection numéro 4043-4044 ; également « Trinidad-et-Tobago » étude géographique, thèse d'Etat Université de Lille III, 1977. Sur leur évolution plus récente voir Maurice Burac, les Petites Antilles, thèse d'Etat, Université de Bordeaux III, 1986 ; J.-C. Giacottino, « Problématique et perspectives du développement des petits pays insulaires tropicaux de moins d'un million d'habitants in Iles Tropicales : insularité, insularisme, Université de Bordeaux III, 1987, p. 167-191.

(4). Il s'agit ci de la dette extérieure et à garantie publique, de la dette privée non garantie et du recours au F.M.I. pour lesquelles il y a des données pour ces deux années (Source : Rapport sur le développement dans le Monde 1990 de la Banque Mondiale). Pour la Jamaïque, le total est passé de 982 millions. de dollars US en 1970 à 4,038 milliards en 1988 ; Pendant cette même période, la dette privée non garantie a beaucoup diminué, passant de 822 millions de dollars US en 1970 à 43 millions de dollars US en 1988, les capitaux privés prêtés recherchant évidemment la garantie publique dans une conjoncture de plus en plus difficile. Rappelons que la Jamaïque avait 1 848 512 habitants en 1970, et que sa population est estimée à 2 250 000 habitants en 1988 (2 190 357 habitants au recensement de 1982). Notons aussi que dans le calcul de l'endettement, nous n'avons pas compté l'endettement à court terme, d'un montant de 267 millions dollars US en 1988, cette donnée n'étant pas connue pour 1970. Si bien qu'au total en 1988, la Jamaïque doit 4,304 milliards de dollars soit 1913 dollars US par habitant, près du double du P.I.B. annuel par habitant. Un tel rapport entre l'endettement et le P.I.B. n'est pas en soit monstrueux, il faut surtout considérer que le niveau du P.I.B. qui détermine la capacité de remboursement. Celui de la Jamaïque est devenu trop bas pour que le remboursement de la dette ne se fasse pas aux dépens de la satisfaction des besoins essentiels de la population (alimentation, logement, santé).

(5). Valeurs établies de la même façon que pour la Jamaïque, nous n'avons pas compté l'endettement à court terme estimé à 163 millions de dollars en 1988, l'endettement total de ce pays s'élevant à 1,995 milliards de dollars US en 1988. En 1970, sans compter la dette à court terme, il n'était que de 101 millions de dollars (1,833 milliards en 1988) et pourtant le pays se trouvait alors dans une passe difficile à cause de la baisse de la production pétrolière.

(6). D'après Annual Statistical Digest 1988, Centre Statistical Office Port of Spain. Même source pour les données concernant l'inflation développée plus bas.

(7). Le Belize, les Bahamas et la Barbade disposent chacun d'une Banque Centrale qui est aussi l'institut d'émission de leur propre monnaie qui porte le nom de dollar et qui est rattaché à la zone dollar US (chacune de ces monnaies ayant son propre taux de change avec le dollar US). Par contre, les cinq petits Etats insulaires de l'Arc des Petites Antilles, Antigua-Barbuda, Saint-Kitts-Nevis, Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Grenade, ont une monnaie commune l'East Caribbean dollar émis par l'East Caribbean Central Bank dont le siège est à Basse-Terre, capitale de Saint-Kitts-Nevis. Cette monnaie appartient à la zone dollar US et elle a un rapport fixe avec celui-ci (2,7 dollars E.C. pour un dollar US).

Thème 1 : Territoire et violence politique

- (8). L'office Central de la Statistique de Trinidad-et-Tobago se livre depuis de nombreuses années à une étude fine, trimestrielle de l'évolution de l'emploi à partir d'enquêtes par échantillonnage auprès des entreprises des différents secteurs de l'activité. Il utilise la définition britannique de la « force de travail » à savoir la population de plus de 15 ans sans limite d'âge qui désire effectivement travailler, éliminant ainsi ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas entrer dans la vie active. Cette notion de « force de travail » est donc plus précise que celle de « population active » de l'I.N.S.E.E. ; elle est utilisée dans les autres pays anglophones de la Caraïbe.
- (9). Au recensement de 1982, l'aire métropolitaine de Kinston avait 586 900 habitants, soit 27 % de la population totale du pays.
- (10). Sur l'urbanisation aux Antilles voir notre article, *Urbanisation et développement aux Antilles*, Bordeaux-Talence, 1991.
- (11). L'Université des Antilles (University of the West Indies) où toutes les disciplines sont représentées et qui est répartie entre plusieurs pays insulaires, surtout la Jamaïque, Trinidad et la Barbade, est chargée de puis l'après-guerre, de former les cadres supérieurs. La Guyane dispose de sa propre Université; elle s'appuie sur des universités britanniques. Beaucoup d'étudiants sont aussi formés grâce à des bourses aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. L'enseignement élémentaire de 6 ans jusqu'au minimum de 12 ans est obligatoire partout. L'accès à l'enseignement secondaire se fait par concours des bourses étant attribuées aux plus méritants; à la Jamaïque 58 % des jeunes sont scolarisés de 12 à 18 ans. Les budgets de l'éducation nationale représentent dans tous ces pays autour de 20 % des dépenses totales. Il existe de très bons établissements techniques publics et privés qui fonctionnent en liaison étroite avec la profession.
- (12). La Guyana bénéficie d'un quota d'exportation vers la C.E.E., en fait la Grande-Bretagne, de 157 700 tonnes, dans le cadre des Accords de Lomé, ce qui lui garantit non seulement la vente d'une partie importante de sa production - les deux tiers depuis le recul récent - mais aussi un prix beaucoup plus intéressant que celui du marché libre. Elle bénéficie aussi d'un quota vers les Etats-Unis; après avoir été diminué de moitié, il a été ramené à son niveau antérieur (19 910 t en 1991). Elle a essayé de diversifier ses ventes, en particulier vers les pays de l'Est, mais ceux-ci manquent de devises fortes pour payer, or la Guyana en a un besoin pressant. Encombré, le marché de sucre est déprimé.
- (13). Comme dans tous les pays Caraïbes, la population Guyanaise est constituée par la juxtaposition de plusieurs groupes ethniques qui ont été implantées pendant la période coloniale. Les Indiens (East Indians) sont majoritaires (52 %). Ils sont suivis des Noirs (31 %), des Métis (10,3 %), des Américains (5 %). Il y a aussi de petites communautés chinoise, européenne et levantine.
- (14). Singaravelou a excellemment décrit cette paysannerie rizicole indienne dans sa thèse de doctorat les Indiens de la Caraïbe et dans une étude publiée par le Centre d'Etudes de Géographie Tropicale de Bordeaux-Talence, *Cultures commerciales et cultures vivrières en Guyana*, in *De l'Orénoque à l'Amazone, études Guyanaises, Travaux et Documents du C.E.G.E.T., numéro 37, C.E.G.E.T.-C.N.R.S., 1978, p.75-245.*
- (15). Sur le sujet voir notre étude « Le déficit alimentaire des pays de plantation : l'exemple des Antilles » in *Crise agricole et crise alimentaire dans les pays tropicaux, C.N.R.S., p. 1-21.*
- (16). Filiale d'A.L.C.O.A.